THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ECONEWS

The Chambers' Newsletter Numéro 92 May 2019

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Publication «CCIA-BML»

11. Télécoms de A à Z : tout ce que vous voulez savoir avec le ministre Mohamed Choucair

5. Transferts d'émigrés : la constante miraculeuse en pleine débâcle

9. L'état d'urgence des industriels

10. La coopération Liban-Chypre-Grèce est en marche...

13. Les ambitions libanaises en Russie

17. Jacques de Lajugie présente «CEDRE : projets, procédure et transparence »

p26. The Chamber of Tripoli on the National scene

31. The Chamber of Zahle & Beka monitoring agricultural progress

En français

3. Actus du mois
5. Transferts d'émigrés : la constante miraculeuse en pleine débâcle
7. Un choix de société
9. L'état d'urgence des industriels
10. La coopération Liban-Chypre-Grèce est en marche...
11. Télécoms de A à Z
13. Les ambitions libanaises en Russie
15. SmartEx ou l'innovation technologique
17. Jacques de Lajugie présente «CEDRE : projets, procédure et transparence»
19. 7e Semaine de l'eau de Beyrouth
21. Pour que le certificat hypothécaire Obégi soit mieux connu du public

In English

23. Conference on Youth Employment
24. Lebanese Italian Business Council "LEBITALIA" Elects A New Board
25. Union for the Mediterranean meeting
26. The Chamber of Tripoli on the National scene
30. Agri-export and social inclusion at the Chamber of Saida & South
32. The Chamber of Zahle & Beka monitoring agricultural progress
33. Planet Pillar: Climate action
35. Lebanon in Figures
37. Trainings
38. Exhibitions, Conferences & Business Opportunities

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

ARAB BRITISH ECONOMIC SUMMIT 2019

القمة الاقتصادية العربية البريطانية ٢٠١٩

ARABBRITISH CHAMBER OF COMMERCE

WEDNESDAY 3RD JULY 2019

QEII CENTRE

ARAB BRITISH ECONOMIC SUMMIT 2019

will take place on

Wednesday 3rd of July 2019 at the QE II Centre, London.

This Flagship Event will bring together 400 senior level decision-makers from the Arab World and internationally, from sectors such as: diplomatic missions, banking & finance, construction, energy/oil & gas, real estate, manufacturing, travel and tourism, shipping & logistics and telecommunications.

The Lebanese delegation will have complimentary invites.

For further details regarding the Summit, visit: www.arabbritisheconomicsummit.com
You may contact also Mrs. Rita Massoud, HR & Administration Manager, Arab-British Chamber of Commerce-Tel : +44 (0) 207 659 4855 Email: Rita@abcc.org.uk.

IN PARTNERSHIP WITH

Department for International Trade

British Chambers of Commerce

SUPPORTED BY

LONDON CHAMBER

GOING GLOBAL

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ACTUS DU MOIS

Le président bulgare à la CCIA BML

À l'occasion de la visite du président bulgare Rumen Georgiev Radev au pays du Cèdre, la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban a organisé le 9 avril une réunion consacrée aux relations libano-bulgares en présence d'un parterre de personnalités économiques, d'hommes d'affaires libanais et bulgares et d'investisseurs. Son objectif : voir comment opérer un saut qualitatif dans les échanges économiques bilatéraux. Le président de la CCIA BML, Mohamed Choucair, a invité les entreprises bulgares désireuses de s'étendre dans la région à venir s'établir au Liban, promettant des « mesures de facilitation » pour ces sociétés. « La Bulgarie constitue une porte d'entrée vers l'Europe pour les entreprises libanaises, et le Liban en est une au Moyen-Orient », a déclaré pour sa part Georgiev Radev. Rappelant « l'amitié historique » entre la Bulgarie et le Liban, il a par ailleurs indiqué que la coopération économique bilatérale nécessite des facteurs de confiance et de compréhension politique.

Le général Abbas Ibrahim invité des organisations économiques

Les organisations économiques se sont réunies le 5 avril avec le directeur de la Sûreté générale, le général Abbas Ibrahim, au siège de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban. Cette rencontre importante a permis d'aborder en profondeur la question de la relance économique, notamment sur le plan touristique, du pays. Abbas Ibrahim a aussi confié qu'il apportait toute sa confiance aux demandes formulées par les OE et sa volonté de les soutenir même si cela ne relève pas de la sécurité publique. En réponse aux interventions du public, le chef de la SG a souligné « l'urgente nécessité de moderniser les lois et, surtout, d'assurer la stabilité nécessaire pour attirer les investisseurs. » Il a organisé un atelier entre la Sûreté générale et le ministère des Affaires étrangères pour examiner la question des visas. Le responsable a également indiqué : « nous travaillons au lancement d'un projet visant à relier électroniquement la sécurité du ministère du Travail, à accélérer l'octroi de permis de travail et à prévenir l'extorsion et la manipulation. »

Programme des acheteurs hébergés à la 26e édition de HORECA Lebanon

HORECA Lebanon, le rendez-vous annuel des industries de l'hôtellerie et de la restauration, a fermé ses portes le 5 avril, clôturant ainsi quatre jours d'exposition spectaculaires au Seaside Arena de Beyrouth. Mettant en lumière les dernières innovations et tendances des secteurs de l'hôtellerie et de la restauration, l'événement a connu cette année un succès retentissant, réunissant plus de 350 exposants venus du Liban et de 14 pays étrangers. À cette occasion, l'Association des industriels libanais (ALI) et la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban ont organisé un programme d'achats hébergé chez HORECA Lebanon. Quatorze acheteurs originaires du Congo, du Danemark, de France, d'Irak, du Koweït, des Pays-Bas, de New York, d'Afrique du Sud, de Suède, des Émirats arabes unis et du Royaume-Uni ont été invités à explorer les produits et services de près de 40 entreprises locales dans le secteur de l'alimentaire, y compris des petits producteurs. Lors de réunions B2B, les invités ont également pu nouer des contacts avec des producteurs libanais. Plus de 16 000 professionnels du commerce ont assisté au salon pour découvrir les derniers produits et profiter d'opportunités de réseautage uniques.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

ACTUS DU MOIS

Forum d'investissement libano-chinois

Le Conseil chinois pour la promotion du commerce international a signé un accord de coopération avec la Fédération des chambres libanaises de commerce en vue de la création du Centre d'arbitrage arabo-chinois afin de promouvoir les échanges commerciaux et d'augmenter le volume des investissements entre la Chine et les pays arabes. Ce mémorandum d'accord a été signé durant le forum d'investissement libano-chinois le 30 mars dans l'enceinte du bâtiment Adnan Kassar pour l'économie arabe. Organisé par le groupe « Fransabank », la Fédération des chambres libanaises et le Conseil chinois pour la promotion du commerce international, cet évènement a rassemblé un parterre de personnalités dont l'ancien ministre Adnan Kassar. Le ministre des Télécommunications Mohamed Choucair, représentant le chef du gouvernement Saad Hariri, a espéré un renforcement de la coopération économique entre Beyrouth et Pékin, déjà le premier partenaire commercial du Liban. Il a salué une « amitié solide et historique » et « la force [des] relations économiques » entre les deux pays. De son côté, l'ambassadeur de Chine au Liban, Wang Kejian, a souligné l'importance d'activer la coopération bilatérale qui, notamment avec l'échange d'expertise, « contribue à soutenir la croissance économique et sociale au Liban ». Il a aussi souhaité le renforcement de la coordination avec le gouvernement libanais et dit soutenir les efforts déployés par le Liban et les pays de la région pour préserver sa souveraineté, sa sécurité et sa stabilité.

2019, l'année de tous les dangers selon François Lenglet

Dans son nouvel opus économique « Tout va basculer ! », publié en France début avril, François Lenglet, le spécialiste économique du journal de 20h de TF1 et de la matinale de RTL, nous dessine le monde tel qu'il sera en 2029, et nous permet de nous préparer à tous les dangers. « En 2019 deux courbes vont se croiser : celle de la montée des populismes et celle de la crise financière et boursière. La situation est explosive ! Nous basculons dans un autre monde », prédit-il. Dans l'ouvrage, l'analyste examine les raisons de cette mutation pour montrer l'émergence d'un nouveau cycle économique et politique : la fin du libéralisme et le retour de l'autoritarisme. Un autoritarisme cousin de celui de l'entre-deux-guerres, entre les traités de 1919, la crise de 1929 puis le début de la Seconde Guerre mondiale en 1939. Une fresque étonnante qui éclaire notre avenir ! À lire sans modération.

PUBLICITÉ **Information Tarifs**

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditer- ranéens, ambas-sades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.
Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb
Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.259 / 272

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Transferts d'émigrés : la constante miraculeuse en pleine débâcle

Sasha Bustros

Contre toute attente, les transferts d'émigrés vers le Liban n'ont pas bougé d'un iota durant toutes ces années troubles ayant ponctué la vie politique et sécuritaire du pays depuis le déclenchement du conflit en Syrie en 2011.

Fait assez marquant, ceux-là ont même augmenté de 2% à 7,2 milliards de dollars en 2018, pourtant la pire année sur le plan économique de l'aveu de toutes les instances locales et internationales.

Dans un pays où ces transferts représentent entre 15% et 25% du PIB, leur « résistance » à la baisse a sans doute aidé à éviter ou du moins à reporter l'effondrement de l'édifice socioéconomique, largement fragilisé par les crises à répétition.

Mais comment expliquer cette exception dans le paysage économique ? Quels en ont été les bienfaits ?

Une trajectoire à contre-courant

Pour mieux comprendre le phénomène, un retour aux faits s'impose : les Libanais implantés à l'étranger envoient chaque année l'équivalent de plusieurs milliards de dollars vers le Liban, souvent pour soutenir leurs familles, investir dans des dépôts grassement rémunérés ou pour investir dans l'immobilier et garantir ainsi un pied à terre dans leur pays d'origine.

Dans une enquête réalisée en 2012 par l'Observatoire universitaire de la réalité socio-économique (OURSE), rattaché à l'Université Saint Joseph (USJ), les transferts d'émigrés ont totalisé 6 milliards de dollars en moyenne

par an sur la période 1997-2010. Quant à la période 2011-2018, ils ont évolué au-delà de 7 milliards de dollars, selon un calcul basé sur les chiffres annuels.

Cette croissance a contrasté avec et contrebalancé l'évolution d'autres types de transferts en provenance de l'étranger, notamment les investissements directs étrangers (IDE) - dont le montant global a reculé d'un pic de 4,4 milliards de dollars en 2009 à 2,3 milliards en 2015 - ou encore les recettes touristiques, qui ont reculé de 8 milliards de dollars en 2010 à 6,5 milliards en 2014, en raison de l'importante chute du nombre de visiteurs.

Toutes catégories confondues, les transferts de capitaux en provenance de l'étranger – dont les IDE, les remises d'émigrés et les recettes touristiques sont les trois principaux piliers - ont fondu de moitié en dix ans, d'un pic d'environ 16 milliards de dollars en 2009 à désormais huit milliards.

Les causes du « miracle »

Dans ce contexte, le maintien du niveau des transferts de la diaspora paraît d'autant plus surprenant que les pays d'implantation des expatriés ont également connu des crises ou des épisodes troubles : la crise dans la zone euro, les années post-crise internationale aux Etats-Unis et au Canada, les printemps arabes, la chute du prix du pétrole à partir de la mi-2014, la crise diplomatique dans le Golfe, le bras de fer entre Riyad et Téhéran et son impact sur l'emploi de certains libanais dans les pays du Golfe…

Qu'est-ce qui explique donc ce petit « miracle » économique à l'échelle libanaise ? Il s'agit sans doute d'abord des effets mitigés des crises susmentionnées sur les revenus et l'emploi des Libanais

▶▶

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

à l'étranger. Si certains expatriés ont vu leurs rentrées financières reculer alors que d'autres ont subi des licenciements abusifs ou pour cause financière, la grande majorité semble être restée relativement à l'abri de ces multiples secousses ou parvenu du moins à préserver la part de ses revenus allouée aux transferts réguliers effectués vers le Liban.

Autre explication : la nouvelle hausse du prix du pétrole, notamment en 2018, qui a atteint un nouveau pic en trois ans en octobre dernier à 86,7 dollars le baril de brent. Cela a sans doute conforté les économies des pays producteurs de pétrole dans lesquels sont implantés des travailleurs ou des entrepreneurs libanais, notamment en Afrique, dans le monde arabe et en Amérique latine.

En 2015, en pleine dégringolade des prix pétroliers, le ministre qatari de l'Economie avait mis en garde contre une réduction du salaire moyen travailleur étranger en cas de maintien à un bas niveau du prix de l'or noir.

La hausse des cours mondiaux de pétrole est une donne majeure à ce niveau, sachant que plus de 43% des montants transférés vers le Liban proviennent des pays du Golfe, suivis de l'Amérique du Nord (15%), de l'Europe de l'Ouest (15%), de l'Afrique (14%), de l'Australie (5%) et de l'Europe de l'Est (2%).

Le regain de vigueur pour les pays pétroliers s'est accompagné, dans le cas des riches monarchies du Golfe, d'un début de diversification économique qui devrait permettre le développement de nouveaux secteurs et la création conséquente de nouveaux emplois, y compris pour les Libanais.

Les liens familiaux forts et la nécessité croissante d'aide face à la détérioration de la situation sur le plan local auraient également pesé dans la balance. Selon l'OURSE, 71% des « enfants » expatriés envoient de l'argent régulièrement ou sporadiquement à leurs parents.

> « L'APPÉTIT POUR LES DÉPÔTS EN DOLLAR ÉTAIT NOTAMMENT MARQUÉ CHEZ LES NON-RÉSIDENTS. »

Dernière explication à ce « miracle » : la confiance de la diaspora dans le secteur bancaire local, combinée à un bond des taux d'intérêt sur les dépôts en livre et en dollar, lesquels ont respectivement augmenté en 2018 de 7% à 9,7% et de 4,4% à 6,2%.

L'appétit pour les dépôts en dollar était notamment marqué chez les non-résidents - expatriés libanais et investisseurs étrangers – qui ont contribué à 55% de la hausse de la masse des dépôts en 2018 alors que leur part habituelle peine à dépasser 25%.

Balance des paiements et paupérisation : le pire évité

Le maintien du niveau des remises d'émigrés a également sauvé la balance des paiements d'un déficit encore plus large qui aurait pesé davantage sur les réserves en devises de la banque centrale et la stabilité monétaire.

Quand bien même la diaspora a joué un rôle indéniable à ce niveau, le déficit de la balance des paiements a atteint 4,1 milliards de dollars fin novembre 2018 contre un déficit d'un milliard au cours de la même période de 2017.

La balance des paiements avait respectivement affiché des surplus de 7,9 milliards en 2009, 3,3 milliards en 2010 et 1,2 milliard en 2016, contre des déficits respectifs de 2 milliards en 2011, 1,5 milliards en 2012, 1,1 milliards en 2013, 1,4 milliard en 2014, 3,4 milliards en 2015 et 156 millions de dollars en 2017.

Outre les ingénieries financières de la BDL qui ont boosté les résultats en 2016 et 2017, cette balance externe aurait été encore plus dans le rouge si les transferts des expatriés avaient aussi suivi une tendance baissière.

Autre avantage indéniable : l'atténuation du phénomène de paupérisation et d'accroissement inégalités sociales. La plupart des ménages bénéficiant de ces transferts sont en effet assez modestes.

Selon l'OURSE, les transferts représentent en moyenne 40% des revenus des ménages concernés, qui s'élèvent, après « subvention », à 2,9 millions de livres en moyenne (chiffres de 2012).

Plus de 61% des ménages avaient affirmé, dans le cadre de cette enquête, utiliser ces fonds qui varient entre 600 et plus de 12.000 dollars par an pour subvenir, ne serait-ce que partiellement, à leurs besoins alimentaires. Une manne ayant sans doute alléger le poids de la crise persistante sur des milliers de ménages et éviter ainsi une implosion sociale.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Un choix de société

Roger Khayat

La politique monétaire en force a ses défenseurs inconditionnels parmi les politiques et les financiers. Elle a toujours eu des détracteurs isolés, surtout parmi les économistes. Alors que la dialectique prend de l'importance, on se rend compte que le fondement des systèmes échappe largement à la controverse.

Dans les années 90, les banques centrales dans le monde avaient une mission prioritaire : la protection de la monnaie nationale. La mouvance des nouveaux classiques luttait depuis les années 60 pour imposer ce point de vue au terme des Trente Glorieuses qui avaient un seul mot d'ordre : le plein emploi. Milton Friedman, fer de lance de l'École de Chicago, avait le premier prédit que plein emploi et stabilité atteindraient un jour leurs limites et annoncé, contre toute logique à l'époque, une hausse significative du chômage en période d'inflation. Quand cette prédiction se réalisa vers la fin des années 70, la crédibilité de Friedman fut montée aux nues. Samuelson a baptisé ce phénomène inédit « stagflation ».

Pourtant, dans son analyse de la crise mondiale, Friedman attribue l'effondrement économique aux États-Unis à la déflation des années 30, « sharp contraction in monetary aggregates ». Cependant, il ne croit pas aux vertus de l'expansion monétaire, paradigme indiscutable de l'époque (Alban Phillips, Tradeoff between unemployment and inflation). Pour Friedman, si l'on augmente la masse monétaire de 5%, les prix ne vont pas hausser autant, mais probablement de 3% seulement, et l'emploi va augmenter de 2%. L'année suivante, les prix vont obligatoirement s'adapter à la nouvelle masse. Il faudrait par conséquent augmenter à nouveau la masse monétaire de 5% pour garder l'emploi au niveau où il était associé à une monnaie stable. D'où sa conclusion : il vaut mieux garder la masse monétaire stable, l'expansion fait plus de tort que de bien (« Keep money supply steady, discretion makes more harm than good »).

> LA RIGIDITÉ DES SALAIRES ET DES PRIX NE S'ACCOMMODE PAS DE LA «NEUTRALITÉ» DE LA MONNAIE.

Les rationalistes sont allés plus loin. Pour Robert Lucas, prix Nobel 1995, l'expansion monétaire ne peut faire que du tort ; la récession se corrige d'elle-même grâce à la flexibilité des salaires et des prix. Lucas accepte le chômage telle une fatalité (taux naturel) qu'on ne peut impunément essayer de réduire.

Retour aux sources

À partir de 2008 et la faillite de Lehmann Brother aux États-Unis, l'affaire était tranchée, il fallait coûte que coûte soutenir l'économie, le spectre de 1929 était omniprésent. Le « monétarisme » a volé en éclat. La Réserve fédérale, qui réduisait modérément ses taux d'intérêt depuis les premiers signes de la crise en juin 2006, a accéléré la baisse à 1,5% en octobre 2008 et 0,25% en décembre de la même année. Même si la récession a pris fin et qu'une timide reprise fut amorcée début 2010, la Fed a gardé le taux de référence à zéro jusqu'en 2015.

Le money ease a été toléré tant que les prix sont demeurés stables. Avec la résurgence de l'inflation à 2%, le taux a repris une ascension modérée - 0,5% à fin 2015, 0,75% à fin 2016, 1,5% à fin 2017, 2,5% à fin 2018 - maintenant l'inflation à peu près au même niveau. Ce niveau d'inflation est recherché aux États-Unis. Il correspond à un objectif - « targeting inflation » - qui améliore la compétitivité en alignant les salaires peu productifs aux capacités de la demande. L'inflation a été maîtrisée malgré la majoration du salaire horaire en 2018 sous l'impact de la nette amélioration du taux de chômage.

La controverse renaît aujourd'hui aux États-Unis entre la Fed, qui avait entrepris une hausse rampante du taux depuis 2015 pour prévenir une hypothétique inflation, et le président Trump qui veut mettre à profit la stabilité pour réduire à nouveau le taux d'intérêt et booster la croissance. Est-ce que le compromis à 2,5% va durer ?

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Quid de l'Europe

Avec le transfert de la crise mondiale en Europe, la BCE et les banques centrales n'ont pas hésité à libérer les facilités monétaires nécessaires pour soutenir l'activité économique. En 2009, cela paraissait une question de survie. Mais dès l'apparition d'une croissance timide, la France et d'autres pays ont entrepris de brider à nouveau l'expansion de la masse monétaire. Sur la foi des analyses disponibles, on ne peut dire si le chômage, qui demeure élevé en Europe (autour de 9% en France), est la conséquence d'une politique de nouveau restrictive, et si la stabilité des prix doit être attribuée à cette politique. Les BT à 10 ans sont tombés à 1,10% en France et à 0% en Allemagne, sans provoquer une véritable reprise.

La dichotomie politique

Les banques centrales, même autonomes, ne sont pas isolées du pouvoir. La politique monétaire est dans une large mesure consensuelle. Les déclarations des édiles le prouvent assez. Deux missions ont été assignées à la politique monétaire à travers le temps : le plein emploi et la stabilité monétaire.

Dans la logique Keynésienne, l'objectif principal est le plein emploi. La production fournit les moyens de son acquisition (loi des débouchés). L'offre est toujours susceptible de satisfaire la demande et de maintenir la stabilité des prix si l'État veille à empêcher la formation d'oligopoles et à assurer la fluidité de la concurrence. Le rôle de la politique monétaire se limite par conséquent à assurer le plein emploi. Cette optique a connu de nouveaux défenseurs vers le milieu des années 90 lors de l'éclatement de la crise asiatique, et bien entendu avec les néo-keynésiens de l'époque actuelle (Joseph Stiglitz, Paul Krugman, etc.).

Après 2008, le retour au keynésianisme fut généralement ponctuel, solution pragmatique pour échapper à une dépression sans fond. L'hégémonie du monétarisme fut mise en veilleuse. Elle refait surface à la moindre velléité d'inflation ou à la première promesse de croissance. Dix ans plus tard, et malgré des taux de placement très réduits dans les économies développées, parfois à zéro (Allemagne, Japon), l'inflation ne se déclare pas ; la croissance non plus.

Nous sommes toujours devant une double équation qui régit la politique monétaire : le plein emploi dans les limites de la stabilité monétaire ou la stabilité de la monnaie dans les limites d'un chômage gérable.

En fait il ne s'agit pas d'un choix économique mais d'un choix de société.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

L'état d'urgence des industriels

Le 27 mars, le président de l'AIL, Fady Gemayel, alertait, aux côtés du ministre de l'Industrie et de plusieurs députés, sur l'état d'urgence du secteur industriel. Dans un entretien à Econews, le responsable déplore l'absence d'action sérieuse pour régler cette crise.

L'objectif de la conférence de presse du 27 mars était « de lancer un appel pour sauver l'économie, l'industrie et les institutions industrielles, ainsi que les opportunités de travail offertes aux jeunes pour éviter leur émigration », rappelle le président de l'AIL. Exprimant des craintes importantes quant à la situation économique, sociale et politique du pays, Fady Gemayel déplore l'absence d'action sérieuse pour régler la crise.

Le responsable souhaite l'adoption rapide de mesures intégrées à un plan de relance économique, mais aussi la fermeture des institutions illégales et, plus généralement, la lutte contre la corruption.

« L'AIL avait pourtant alerté les autorités compétentes dans un plan de relance globale de notre économie proposé il y a cinq ans qui avait mis en exergue les difficultés par lesquelles passaient déjà nos industries et nos industriels qui mettaient la clé sous la porte », rappelle-t-il.

« Depuis, les problèmes n'ont malheureusement cessé de se multiplier avec une situation économique qui s'est fortement dégradée », poursuit Fady Gemayel, regrettant « l'absence de tout effort sérieux des autorités publiques pour y remédier ».

Un point de vu partagé par le ministre de l'Industrie, Wael Bou Faour, qui, lors de la conférence de presse du mois dernier, s'est inquiété de « l'impasse que traverse le secteur industriel », qualifiant sa situation de « sinistrée », en raison notamment de « l'absence d'une vision politique qui donne à l'industrie la place qu'elle mérite ». Le ministre a aussi espéré que le cri d'alarme lancé par l'AIL mène à l'adoption de mesures par le gouvernement, en coopération avec les industriels, estimant par ailleurs qu'« un nombre non négligeable d'accords entre le Liban et d'autres pays devaient être réexaminés ». Un point également défendu par le président de l'AIL.

La situation est propice au rassemblement pour le bien de l'économie du pays

C'est un Fady Gemayel plus rassembleur que jamais qui a appelé en substance « à ne pas se perdre dans des polémiques inutiles » et « à soutenir l'industrie qui reste un moteur essentiel pour tous les autres secteurs économiques, dont celui des commerçants et des importateurs ».

Il a aussi rappelé qu'il y a cinq ans, le gouvernement en place avait déclaré qu'il n'y avait pas de fonds nécessaires pour aider le secteur. Le plan de l'AIL préconisait la relance des secteurs productifs comme le recommande aujourd'hui le plan McKenzie, lequel a coûté très cher pour arriver aux mêmes conclusions.

Selon Fady Gemayel, la situation actuelle semble plus propice au changement. « Le Liban jouit actuellement d'un contexte sécuritaire unique dans la région. De plus, nous avons des ressources humaines inégalées tant au Liban que dans le monde avec une diaspora qui porte haut le nom et les compétences de nos ressortissants », affirme le patron des industriels. Autre avantage, au niveau financier : « Le Liban détient le record mondial avec cinq fois notre revenu en actifs bancaires. Sans oublier la richesse des dépôts, notamment immobiliers ».

Même si, tempère-t-il, de nombreux points noirs persistent, comme le chômage, qui touche près de 35% des jeunes, ou encore la crise des liquidités.

Le président des industriels Fady Gemayel.

Si la relance tant attendue avait eu lieu en 2015, la dette publique n'aurait sans doute pas atteint les 85 milliards de dollars, contre 54,6 milliards il y a trois ans, souligne le responsable précisant que « l'industrie a perdu l'équivalent de 2 milliards de dollars d'exportations » durant cette période.

Fady Gemayel a exhorté l'État à profiter de cette conjoncture plutôt favorable pour mettre en place les réformes des infrastructures prévues par CEDRE, notamment via des partenariats public-privé.

Il a préconisé également d'augmenter les exportations vers l'Union européenne à 300 millions de dollars d'ici 2021 en révisant certains accords de coopération.

En attendant, l'AIL continue d'œuvrer en faveur de la relance, notamment grâce à l'accord conclu en 2018 avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), laquelle fournit notamment des fonds aux industries et aux petites et moyennes entreprises en ces temps difficiles.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La coopération Liban-Chypre-Grèce est en marche…

La Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban a accueilli le 10 avril un forum des affaires tripartite en présence des ministres des Affaires étrangères grec et chypriote. Les discussions ont porté sur la nécessité de créer un terrain propice aux échanges économiques et commerciaux entre les trois pays et leurs secteurs privés.

La conférence consacrée au rapprochement des secteurs privés des trois pays s'est tenue le 10 avril dans les locaux de la CCIA de Beyrouth et du Mont-Liban en présence de hauts responsables dont les ministres grec et chypriote des Affaires étrangères, Georgios Katrougalos et Nikos Christodoulidès, du ministre libanais des Télécommunications, Mohamed Choucair, du ministre d'État chargé du Commerce extérieur, Hassan Mourad, et du président de la Chambre de commerce chypriote Christodoulos E. Angastiniotis. Cette rencontre a été surtout axée sur les moyens de nouer des relations bilatérales ou tripartites, en particulier au niveau des entreprises et des investissements.

Dans son allocution de bienvenue, Mohamed Choucair, qui préside également la Fédération libanaise des chambres de commerce, a souligné qu'il existait de nombreuses possibilités prometteuses dans différents secteurs (tourisme, immobilier, énergie et commerce notamment) qui pourraient être conjointement mises en œuvre avec Chypre et la Grèce. « Cela profitera grandement aux économies et à la prospérité de nos États », a-t-il déclaré.

Un contexte prometteur

Outre leur proximité géographique, leur climat attrayant, et leur expérience de crises économiques et financières sévères ces dernières années, de nombreux points communs rapprochent ces trois pays. La Grèce et Chypre ont su tirer profit de la crise pour innover et sortir la tête de l'eau, notamment à travers leur secteur touristique florissant et des chiffres de croissance à rendre jaloux de nombreux pays voisins. C'est du moins un des messages clés que sont venus délivrer les responsables de ces pays durant leur escale libanaise.

Et même si la situation du Liban reste précaire, suspendue à la mise en place de la série de réformes conditionnant le déblocage des 11 milliards de dollars promis par la communauté internationale lors de la conférence CEDRE, cela n'a pas empêché les responsables libanais de préparer l'avenir en tissant des rapprochements gagnants-gagnants avec leurs interlocuteurs grecs et chypriotes.

Les trois pays se sont ainsi entendus sur un « mécanisme de coopération tripartite » visant à soutenir leurs « intérêts communs », a expliqué Mohamed Choucair. « Il s'agit d'étendre à la Grèce ce qui se fait déjà entre le Liban et Chypre, cette dernière ayant appelé à plusieurs reprises les Libanais à investir dans les secteurs immobilier et touristique de l'île », a poursuivi le ministre. Chypre devrait d'ailleurs accueillir, du 29 mai au 2 juin, un forum d'envergure rassemblant des entreprises chypriotes et arabes.

À son tour, le ministre grec des Affaires étrangères, Georgios Katrougalos, a souligné l'engagement de son pays à renforcer les relations avec le Liban, appelant les hommes d'affaires libanais et étrangers à investir en Grèce « dans des secteurs très rémunérateurs » que sont notamment l'énergie, le tourisme, l'agriculture et les nouvelles technologies. Le ministre a également souligné l'importance de la coopération territoriale dans le cadre du projet de nouvelle Route de la soie, lancé en 2013 par le président chinois, lequel prévoit la construction d'un réseau routier et ferroviaire de plus de 13 000 kilomètres reliant Pékin au continent européen.

Le ministre chypriote des Affaires étrangères, Nikos Christodoulidès, s'est pour sa part voulu rassurant quant à l'économie de l'île. « Les problèmes, notamment bancaires, que Chypre a connu

Mohamed Choucair entouré notamment de Georgios Katrougalos, Nikos Christodoulidès, de Hassan Mourad, et de Christodoulos E. Angastiniotis.

en 2014 et 2015 sont loin derrière nous, avec un taux de chômage passé de 17% à 7% », a-t-il déclaré. « Nous nous attendons à un plein emploi en 2020 », a assuré le responsable, précisant que Chypre avait émis dernièrement un milliard d'euros en bons du trésor à 2,4% de taux d'intérêts. Il a enfin appelé les investisseurs étrangers à venir profiter de tous les avantages, notamment fiscaux, offerts par l'île.

Les avantages compétitifs de l'économie libanaise et les opportunités sectorielles d'investissements ont également été mis en lumière dans une présentation réalisée par l'Autorité de développement des investissements au Liban (IDAL).

La conférence s'est conclue par des réunions d'affaires, principalement entre entrepreneurs libanais et chypriotes.

Durant leur séjour à Beyrouth, les ministres des Affaires étrangères chypriote et grec se sont aussi entretenus avec le chef de l'État, Michel Aoun, et avec leur homologue, Gebran Bassil.

Lors d'un point presse tenu à cette occasion au palais Bustros, ce dernier a fait savoir que Beyrouth, Athènes et Nicosie se donnaient jusqu'au 7 mai pour finaliser la série d'accords tripartites sur les plans touristique, commerciaux, des investissements et de la coopération culturelle. Soit juste avant la tenue du sommet tripartite qui devrait se tenir prochainement à Chypre.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Télécoms de A à Z : tout ce que vous voulez savoir avec le ministre Mohamed Choucair

Lors du salon SmartEx, organisé au Seaside Arena de Beyrouth du 10 au 13 avril et parrainé par le ministre des Télécommunications, Mohamed Choucair s'est livré à un « Tech Talk » sur la stratégie de modernisation des réseaux de téléphonie.

Au second jour du salon SmartEx, consacré aux technologies de l'information et de la communication, un parterre de citoyens, dont des entrepreneurs, des responsables du secteur des télécoms et des hommes d'affaires, ont pris part à une discussion ouverte avec le ministre des Télécommunications.

En ouverture, Mohamed Choucair a énuméré les différentes actions mises en place par son ministère depuis sa prise de fonction.

« Nous accélérons le rythme de la modernisation des échanges dans les zones où la pression est forte pour fournir des lignes fixes aux citoyens », a-t-il assuré.

« Aujourd'hui, 85% du pays est couvert par le service 4G. La phase pilote du lancement de la 5G fera l'objet d'une étude de faisabilité », a également indiqué le ministre.

Le réseau de fibre optique devrait quant à lui être achevé d'ici deux ans, a poursuivi le responsable, « une phase pilote » ayant été lancée à Beyrouth et dans les différentes régions du pays.

Mohamed Choucair a aussi annoncé que les grandes entreprises internationales souhaitent que le Liban soit leur siège régional. « Nous savons qu'Oracle a pris une décision à cet égard », a fait savoir Mohamed Choucair.

Mohamed Choucair et Elie Rizk.

Il est enfin revenu sur la question de l'annulation des 60 minutes gratuites accordées aux abonnés détenteurs de lignes postpayées, mesure qui viserait à obtenir une répartition équitable, assurant que celle-ci ne devrait pas concerner les abonnés à faible revenus notamment les 3,8 millions d'abonnés au système des lignes prépayées.

« Le Liban traverse une période difficile mais reste très loin de la faillite »

Se prêtant ensuite avec bienveillance et clarté au jeu des questions-réponses, Mohamed Choucair s'est exprimé sur la situation financière du Liban.

« Tout le monde sait que l'État dépend énormément du ministère des Télécommunications pour nourrir la trésorerie », a-t-il rappelé. « Nous sommes dans une situation financière difficile, mais je suis optimiste quant au fait que cette phase prendra fin rapidement car le gouvernement est entrain de prendre, en consensus avec les différents blocs politiques, de nouvelles décisions importantes pour surmonter cette période délicate », a déclaré le ministre.

« Le cabinet devra prendre des décisions audacieuses tout en faisant en sorte que ces mesures soient équitables », a poursuivi Mohamed Choucair.

Il a aussi affirmé que l'adoption du plan de réforme de l'électricité avait eu « des répercussions positives » sur le Liban et que les fonds internationaux et la Banque mondiale avaient envoyé des messages encourageants en ce sens.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

« Le Liban traverse une période difficile mais il est très loin de la faillite », a assuré le responsable en réponse à une question posée par un participant inquiet des répercussions de la crise économique qui sévit dans le pays depuis 2011.

S'adressant au gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé, désigné meilleur gouverneur de banque centrale dans le monde arabe lors du Congrès bancaire arabe qui s'est tenu à l'hôtel Phoenicia de Beyrouth, Mohamed Choucair a tenu à saluer le « rôle positif joué par le secteur bancaire dans l'économie ».

> « PERSONNE NE PEUT GARDER LA JEUNESSE LIBANAISE DANS SON PAYS HORMIS LE SECTEUR PRIVÉ EN CRÉANT DES EMPLOIS ET EN STIMULANT L'ÉCONOMIE. »

Adopter des lois modernisées et favoriser l'investissement

« Personne ne peut garder la jeunesse libanaise dans son pays hormis le secteur privé en créant des emplois et en stimulant l'économie. Nous devons donc encourager les investissements et inciter les personnes à venir au Liban », a martelé Mohamed Choucair.

« Il y a un mois, la nouvelle loi sur le commerce a été adoptée, mais cela ne suffit pas », a reconnu le responsable. Sur un volet juridique, il a annoncé que son ministère planchait actuellement sur deux lois consacrées à la promotion des investissements et la protection des investisseurs.

Un public attentif.

Le ministre des Télécommunications a par ailleurs appelé à « l'adoption d'une nouvelle loi sur les douanes et à la modernisation de la loi fiscale».

Il s'est aussi voulu rassurant quant à la stabilité politique du pays après la formation du gouvernement. « Nous avons aujourd'hui de nombreux projets prometteurs, notamment les projets de réforme de nos infrastructures conditionnés par CEDRE et le secteur prometteur du pétrole et du gaz », a-t-il lancé, optimiste.

Mohamed Choucair a enfin évoqué la récente réunion russo-libanaise à Moscou, affirmant qu'il avait noté l'intérêt des entreprises géantes russes à venir au Liban.

Il a ainsi indiqué qu'il souhaitait « accélérer la législation et le maintien du consensus politique » favorable aux investissements.

À l'issue de cette rencontre, Elie Rizk et Jason Rizk, le PDG de M.I.C.E, la société organisatrice du salon, ont remis à Mohamed Choucair un bouclier honorifique réalisé par Joseph Raidi, propriétaire de la Fondation Raidi, grâce à une technologie d'impression en trois dimensions.

Bienvenue à *ECO*NEWS

Enregistrez-vous et recevez gracieusement votre copie digitale.

Envoyer un email à :
Econews@ccib.org.lb
Indiquer s.v.p.
Prénom, Nom
Institution
Adresse email
Téléphone

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Les ambitions libanaises en Russie

Alors que le Liban et la Russie fêtent 75 ans d'amitié et de coopération, Jacques Sarraf, le président du Conseil d'affaires libano-russe, espère un renforcement des relations entre les deux pays. Si, rappelle le responsable, les échanges économiques bilatéraux restent faibles, au détriment du Liban exportateur, le responsable se montre toutefois optimiste après la visite début 2019 du président Aoun à son homologue russe Vladimir Poutine et la participation d'une large délégation libanaise au forum arabo-russe.

Jacques Sarraf.

La visite d'une délégation russe d'une trentaine d'hommes d'affaires à la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban le 20 mars, puis celle, le 25 mars, du chef de l'État libanais au Kremlin mais aussi la participation d'une délégation de 22 hommes d'affaires libanais au forum arabo-russe à Moscou en avril, sont autant de raisons d'espérer des lendemains économiques renforcés entre les deux peuples, veut croire Jacques Sarraf.

« Ces événements porteront certainement leurs fruits », ajoute l'homme d'affaires, également président de l'Association d'amitié libano-russe. Il pose toutefois deux conditions : « La mise à niveau de certains des accords de coopération ratifiés entre 2001 et 2010 et la signature rapide par les deux gouvernements des mémorandums d'accord à l'étude depuis 2011 ».

Réactiver la signature des protocoles de coopération

Ces accords, dont la plupart ont été signés avant 1999, portent sur la coopération commerciale et économique, le transport aérien, la protection des investissements, la double imposition, la coopération touristique et industrielle, et entre chambres de commerce, conseils d'entreprise conjoints, etc.

« Cependant, jusqu'à présent, les échanges enregistrés au niveau du commerce et des investissements n'ont malheureusement pas atteint le niveau souhaité », constate Jacques Sarraf. « Les relations amicales et d'affaires n'ont pas suffi à faire des affaires avec la Russie, un pays qui ne négocie qu'à travers des protocoles de coopération », poursuit-il.

Hommes d'affaires de la délégation libanaise en Russie.

Ainsi, les importations libanaises en provenance de Russie en 2018 ont représenté 567 millions de dollars contre 4,7 millions de dollars pour les exportations, selon les douanes libanaises.

Ces dernières ont atteint un sommet en 2011 avant de se replier depuis 2012.

Un document préparé par le Conseil d'affaires libano-russe égrène les principaux facteurs entravant le développement de la coopération économique bilatérale :

- Besoin d'une stratégie plus agressive vis-à-vis des échanges commerciaux et des investissements conjoints.
- Tarifs élevés imposés par les douanes russes.
- Manque de transparence dans les règles et réglementations régissant le commerce et l'investissement.
- Habitudes de consommation dans les deux pays et barrière linguistique.
- Obstacles techniques au commerce (normes, évaluation de la conformité, reconnaissance mutuelle).
- Réseaux de transport multimodaux faibles.
- Manque d'incitations pour le secteur privé.

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Au stand des produits libanais.

Mesures pour améliorer les échanges commerciaux et réduire le déficit commercial actuel

Ce même document invite les deux pays à prendre les mesures suivantes pour améliorer leurs échanges :

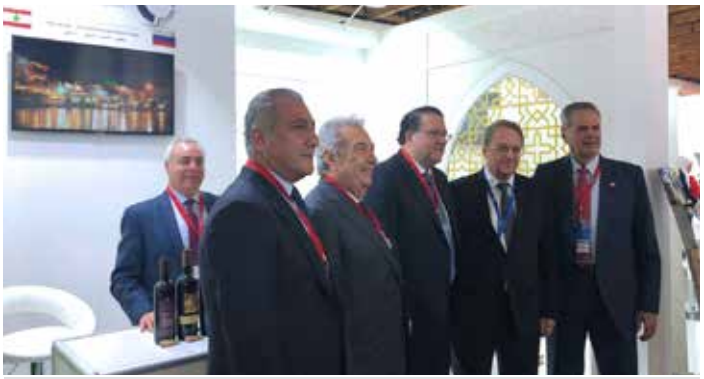
1. Promouvoir et encourager la coopération entre hommes d'affaires, à travers des investissements conjoints, la franchise, la participation à des foires et salons.
2. Réactiver la commission mixte pour la coopération économique et commerciale (la dernière réunion a eu lieu en avril 2015 à Beyrouth) dont les experts des deux parties travailleront sur des listes prédéterminées de produits libanais pouvant être exportés vers la Russie dans les secteurs suivants : agroalimentaire, chimie, cosmétique, papier, bijoux, haute couture, etc. Mais aussi miser sur les secteurs des services : banque, assurances, tourisme, santé, éducation et formation professionnelle.
3. Réactiver la coopération bancaire sachant que les banques russes opérant au Liban étaient Moscow Narodny Bank et Gazprom Bank.
4. Mettre en place des projets communs de production de gaz et de barrages d'eau.
5. Améliorer les transports et les échanges maritimes notamment dans l'industrie de la construction et de la maintenance navales, et aussi la gestion des ports.
6. Échange sur le les marchés de l'or et boursier.

Sur un registre plus politique, Jacques Sarraf a vivement appelé les responsables libanais, en particulier les ministres, à se rendre en Russie accompagnés des directeurs généraux des ministères qui connaissent bien le dossier et ont une vision claire des moyens de renforcer les relations commerciales entre les deux pays. « Les ministres de l'Économie qui se sont succédés ces dernières années auraient dû être accompagnés de la directrice générale du ministère, Alia Abbas, ainsi que de Rafif Berro que je tiens à saluer pour leurs compétences et grande connaissance des enjeux », poursuit-il.

Délégation libanaise au forum russo-arabe

Du 8 au 10 avril, la 12e session du Conseil d'affaires russo-arabe et la 4e exposition internationale Arabia Expo se sont tenus sous le thème « Russie-Monde Arabe : moment de l'action pour l'avenir commun ». À cette occasion, 22 hommes d'affaires libanais ont fait le déplacement, certains issus du conseil d'affaires libano-russe, une délégation présidée par le ministre Mohamed Choucair qui a fait le voyage en sa qualité de président des organisations économiques et vice-président de l'Union des chambres de commerce arabes et par Jacques Sarraf, le président du Conseil d'affaires libano-russe.

« Cette opportunité a notamment permis au bord libanais de faire du lobbying auprès des pays arabes présents afin que le Liban soit un pays clé pour l'investissement russe et arabe et un acteur à considérer fortement pour la reconstruction à la fois de l'Irak et de la Syrie », confie Jacques Sarraf. Cet événement, auquel a participé le ministre des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, a notamment permis aux Libanais de rencontrer les membres de plusieurs délégations arabes.



Accords de coopération à l'étude depuis 2011

- Projet d'accord de coopération dans le transport aérien.
- Projet d'accord de coopération dans le transport maritime.
- Projet de mémorandum d'accord sur la reconnaissance mutuelle des certificats de membres d'équipage à bord des navires maritimes.
- Projet d'accord sur le transport terrestre international de passagers et de fret.
- Projet de mémorandum d'accord sur la coopération dans le domaine des normes.
- Projet de mémorandum d'accord sur la coopération en métrologie.
- Projet de mémorandum d'accord pour la coopération dans le domaine du sport.
- Projet d'accord de coopération dans le domaine des catastrophes naturelles et des incendies de forêts.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

SmartEx ou l'innovation technologique

Le ministre des Télécoms Mohamed Choucair a inauguré le 10 avril en présence des ambassadeurs d'Arabie saoudite et de Chine, Walid Boukhari et Wang Kejian, la troisième édition du Salon SmartEx, consacré aux technologies de l'information et de la communication (TIC).

150 exposants proposant des produits et des solutions qui relèvent de la technologie, tels que la cybersécurité, la technologie financière, l'edutech, l'automatisation, la technologie de vente au détail ou encore les télécommunications étaient proposés au grand public à l'occasion de la troisième édition du salon Tech, SmartEx, organisé du 10 au 13 avril au Seaside Arena de Beyrouth.

Cette rencontre de quatre jours comprenait également un agenda chargé avec des discussions sur un large éventail de thématiques, de l'infrastructure numérique au Liban aux femmes et la cybersécurité.

Parrain de l'événement, le ministre des Télécommunications, Mohamed Choucair, a inauguré l'exposition en présence des ambassadeurs saoudiens, Walid Boukhari, chinois, Wang Kejian, biélorusse, Yuri Sluka, bulgare, Boyan Belev, du président du Conseil économique et social, Charles Arbid, du président d'Idal, Nabil Itani, du président de l'Association des expositions et conférences, Elie Rizk et d'une foule de responsables d'associations, de syndicats, d'associations économiques et de chefs d'entreprise.

SmartEx contribue fortement à faire du Liban une plaque tournante technologique régionale et mondiale

Après avoir coupé le ruban d'ouverture, le ministre a visité les stands exposants qui s'étalaient sur une superficie de 5 000 mètres carrés et comprenaient environ 150 entreprises locales et mondiales de premier plan dans le domaine des technologies de la communication et de l'information.

Mohamed Choucair a exprimé son admiration pour l'exposition et le « niveau d'excellence des services offerts par les entreprises participantes ». « Le succès de la troisième édition de SmartEx contribue fortement à faire du Liban une plaque tournante régionale et mondiale pour cette industrie pionnière, en ajoutant de la valeur à l'économie nationale et en ouvrant la voie à la création d'opportunités d'emplois spécialisés pour la jeunesse libanaise », a-t-il affirmé à Econews en marge de l'ouverture.

Jason Rizk, le directeur général de M.I.C.E, la société organisatrice de SmartEx, a confié pour sa part : « La particularité de SmartEx cette année est que nous avons pu nous développer et accueillir des géants internationaux des télécommunications et de la technologie tels que Nokia, Ericson, Huawei et IDM. Chacune de ces entreprises a quelque chose à dire, qu'il s'agisse d'un lancement de produit ou d'une démonstration en direct de leur technologie ».

Parmi les exposants, des startups tels que Fallound, Little Engineer et Careem, ainsi que des sociétés de premier plan dont Touch, Cisco et Alfa.

Inauguration de SmartEx notamment en présence des ambassadeurs saoudiens, Walid Boukhari, de Chine, Wang Kejian, et de Nabil Itani.

Des milliers d'acheteurs locaux et régionaux étaient présents pour découvrir les dernières technologies et tendances des plus grandes marques. Les leaders de l'industrie technologique et des télécoms ont aussi proposé et présenté plus de 20 séminaires éducatifs et des ateliers techniques.

Ce salon a aussi rassemblé des centaines de fournisseurs qui ont présenté les dernières solutions, métiers et innovations technologiques devant des milliers d'acheteurs régionaux ciblés.

Proposition de loi pour faciliter le développement des entreprises technologiques

Durant un des « Tech talk », le député Nadim Gemayel, président de la commission parlementaire pour les technologies de l'information, s'est exprimé sur les suites de la loi 81, entrée en vigueur en janvier 2019 et qui reconnaît désormais la signature électronique. Il a également évoqué une nouvelle proposition de loi, déposée le 5 avril par l'élu, pour aider au développement des entreprises technologiques au Liban. « Cette nouvelle législation donnera des avantages fiscaux et des rabais à toute entreprise qui sera créée et qui encouragera l'entreprenariat dans la technologie », a affirmé le député. Une initiative prise, a-t-il poursuivi, « pour soulager les jeunes entrepreneurs de toutes les charges excessives des sociétés afin de les encourager à créer leur propre business et réduire ainsi l'émigration ».

Au niveau strictement technologique, des compétitions de démarrage ont aussi eu lieu avec une exposition dédiée aux startups innovantes qui s'est tenue en clôture du salon.

Selon M.I.C.E., SmartEx avait déjà réuni 6 668 participants et généré 6,7 millions de dollars de transactions en 2018. Plus de 94% des exposants étaient de retour pour l'édition 2019, un signe de satisfaction des organisateurs.

LEBANON BUSINESS DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonbusinessdirectory.com

Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)

CCIA-BML, Email: Led@ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Jacques de Lajugie présente « CEDRE : projets, procédure et transparence »

Marilyne Jallad

Le ministre conseiller pour les affaires économiques à l'ambassade de France s'est exprimé « à titre personnel et sans langue de bois » lors d'une conférence consacrée à CEDRE le 4 avril à l'Institut français du Liban.

Organisée par l'ambassade de France et l'Institut français en partenariat avec France Alumni Liban et les associations HEC Alumni Liban, ALIGEF (Association des ingénieurs résidant au Liban diplômés des grandes écoles d'ingénieurs de France) et l'INSEAD, la conférence a rassemblé un parterre de personnalités dont la directrice de l'Institut français, Véronique Aulagnon, le directeur général de l'ESA, Stéphane Attali, le président de l'Alumni HEC-Liban, Nicolas Boukhater et un parterre d'économistes, d'intellectuels, d'entrepreneurs et d'hommes d'affaires issus des deux pays.

« Nous n'avions aucun intérêt à voir le Liban affaibli dans la région »

« Beaucoup de choses ont été dites sur CEDRE, plus ou moins bienveillantes », a lancé Jacques de Lajugie devant un public attentif. Lors d'une présentation courte et percutante, il est revenu sur les tenants et aboutissants de cette conférence organisée le 6 avril 2018 à Paris, avec l'objectif, pour la communauté internationale, de soutenir le développement et la relance de l'économie libanaise dans le cadre d'un plan global de réformes et d'investissements dans des infrastructures préparé par les autorités libanaises.

CEDRE doit permettre au Liban de lever des fonds afin de financer une partie de la première phase (6 ans) d'un programme d'investissement (Capital Investment Program, CIP) visant justement à moderniser les infrastructures du pays.

« La France n'avait qu'un seul objectif, celui de préserver la stabilité et la souveraineté pleine et entière du Liban et surtout d'éviter de voir un pays failli de plus dans la région », a défendu le conseiller pour les affaires économiques à l'ambassade de France, contredisant la thèse selon laquelle « CEDRE avait permis à la France d'être sur le devant de la scène étrangère » ou encore « que l'objectif de Paris était de soutenir tel ou tel parti politique avant les législatives libanaises de 2018 ». Un « non sens » selon lui.

Jacques de Lajugie.

Notamment les co-organisateurs de la conférence entourant Jacques de Lajugie.

« Un contrat de confiance entre la communauté internationale et le Liban »

« Ce n'était ni une négociation, ni une partie de plaisir et encore moins une partie de campagne, et il a fallu faire preuve de beaucoup de pédagogie pour pouvoir réunir à Paris un certain nombre de pays de l'OCDE et du Golfe », a-t-il expliqué. Alors que les organisateurs de la conférence « tablaient sur une enveloppe de 7 milliards de dollars », la communauté internationale s'engagera finalement à mobiliser plus de 11 milliards de dollars de prêts et de dons.

« CEDRE est un contrat de confiance entre la communauté internationale et la République liba-

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

naise qui s'est engagée à Paris l'an dernier à faire des réformes budgétaires et sectorielles », a poursuivi Jacques de Lajugie.

Il a d'ailleurs insisté sur le fait qu'aucun centime ne serait alloué au Liban sans réformes et contrôle.

« Les fonds alloués relèvent exclusivement de projets et c'est justement ce qui fait la différence avec les précédentes conférences de soutien au Liban à savoir Paris I, II et III », a-t-il rappelé.

Si les réformes ne sont pas réalisées, les fonds ne seront pas versés

« Si les réformes ne sont pas réalisées, les fonds seront tout simplement recyclés ailleurs », a prévenu Jacques de Lajugie, précisant que CEDRE prévoit un double mécanisme de suivi et de contrôle.

« Le Liban devrait mette en œuvre, avant la fin du mois d'avril, un mécanisme de suivi au niveau local pour vérifier périodiquement le bon déroulé des choses et un second groupe de suivi sera mis en place, rassemblant les pays donateurs et les organisations internationales concernées », a-t-il affirmé.

Jacques de Lajugie a d'ailleurs assuré que le Liban serait partie intégrante de ce second groupe qui sera représenté par la présidence du Conseil, le Conseil pour le développement et la reconstruction et le ministère des Finances. « Nous avons demandé que l'Inspection centrale puisse assister également », a aussi précisé le responsable. « Si le comité de suivi constate la moindre anomalie dans un des projets financés dans le cadre du programme de la CEDRE, le processus d'appel d'offres sera suspendu ainsi que son financement », prévient-il.

Des donateurs qui s'impatient et un Liban qui n'a plus le luxe du temps

« Comment expliquer que CEDRE n'a pas encore commencé ? » s'est-il aussi interrogé avant de répondre que « le processus décisionnel a été gelé des mois durant en raison de la vacance institutionnelle et la formation tardive du gouvernement Hariri III ». Et même si la formation du cabinet ministériel est une bonne nouvelle, cela n'implique pas que le consensus soit la règle », a-t-il ajouté, en faisant référence à la question de la réforme de l'électricité et de l'adoption du budget 2019.

Justement, concernant le budget 2019, le responsable a rappelé que « le Liban s'était engagé à Paris à baisser de cinq points de pourcentage le ratio déficit public/PIB sur une durée de cinq années consécutives ». « Le gouvernement avait présenté à ce moment-là un budget prévisionnel pour 2018, dont le déficit public ne dépassait pas les 9 % du PIB, or le déficit public atteint aujourd'hui 11 % du PIB », a-t-il regretté.

« Ces points entachent la crédibilité des engagements pris par le gouvernement libanais à Paris devant la communauté internationale et les donateurs », a aussi déclaré Jacques de Lajugie en appelant le gouvernement libanais à présenter rapidement « une copie sincère, crédible et convaincante du budget 2019, avec une réduction du déficit par rapport à 2018, prenant pour base les 9 % (et non 11 %) ».

Jacques de Lajugie a également rappelé au gouvernement libanais qu'il devait effectuer « une priorisation des projets inclus dans le CIP ». À la veille de la conférence de Paris, « le gouvernement avait fait appel à des consultants qui ont semblent-ils bâclé ce travail d'évaluation », a-t-il aussi regretté.

« Les prochaines semaines seront déterminantes pour l'avenir de CEDRE » a prévenu le responsable en souhaitant que le Liban prenne rapidement « les mesures de bonne gestion sur la table depuis plus d'un an » car « les donateurs s'impatientent ».

Cela doit se faire avant que « les anticipations négatives ne continuent de monter », a-t-il poursuivi en précisant que la priorité concerne le dossier de l'électricité et le budget 2019.

Notons d'ailleurs que depuis la formation fin janvier du premier gouvernement post-CEDRE, l'Etat libanais semble s'activer ; la réforme de l'électricité a été finalement approuvée en Conseil des ministres et le budget 2019 a franchi le seuil du Conseil des ministres.

Se prêtant ensuite au jeu des questions-réponses avec le public et en toute clarté, Jacques de Lajugie a notamment déclaré : « Je compare souvent CEDRE à une danse, il faut être deux. Les donateurs sont prêts à respecter leurs engagements. Or, s'ils ont le sentiment que leur interlocuteur libanais reste sans rien faire, si quelqu'un ne respecte pas le contrat, il n'y aura plus de contrat tout simplement ».

Nicolas Boukhater, le président de l'Alumni HEC-Liban, Samer Dada (INSEAD) et Antoine Amatoury (ALIGEF).

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

7e Semaine de l'eau de Beyrouth, ou comment atteindre un développement durable en Méditerranée

La 7e Semaine de l'eau de Beyrouth s'est ouverte le 8 avril à l'hôtel Le Royal, axée cette année sur les « contributions méditerranéennes à l'ordre du jour 2030 pour un développement durable ». L'événement était organisé et parrainé par la ministre libanaise de l'Énergie et de l'Eau, Nada Boustani, et la Direction générale des ressources hydrauliques et électriques dirigée par Fadi Comair.

La Semaine de l'eau de Beyrouth est une plateforme méditerranéenne organisée tous les deux ans et qui rassemble les principaux acteurs de l'eau, de l'énergie, de l'alimentation et du développement durable dans le pourtour méditerranéen.

C'est notamment en collaboration avec l'Union européenne, le Conseil mondial de l'eau, le Conseil arabe de l'eau, REMOB, INBO, OIEau, GWP Med, SEMIDE, UpM, que s'est ouvert cette 7e semaine qui s'est tenue du 8 au 10 avril à l'hôtel Le Royal à Dbayé.

Rassemblant un parterre de dirigeants, dont d'anciens et actuels ministres issus de la région méditerranéenne et des experts européens, dont le président du Conseil mondial de l'eau, Loïc Fauchon, cette rencontre de qualité a mis en lumière les enjeux cruciaux pour les générations futures.

Ces journées riches en débat ont effectivement permis d'échanger sur les opportunités à saisir et les défis à relever pour faire face aux changements globaux, notamment climatiques, et surtout assurer un développement durable de nos sociétés méditerranéennes. Parmi les recommandations émises par les spécialistes au cours de leurs présentations, nous retiendrons : l'hydrodiplomatie comme outil pour la gestion du partage équitable de l'eau entre pays riverains, la nécessité d'une synergie politique, diplomatique et financière afin de préserver cette ressource essentielle, la lutte contre le gaspillage, le développement des énergies renouvelables mais enfin et surtout la nécessité de convaincre les responsables politiques de mettre en place des législations adéquates pour aboutir à une gouvernance durable dans le cadre du triptyque du Nexus eau-énergie-aliments.

Remise de trophées.

Fadi G. Comair.

Dans son ouvrage intitulé « Hydrodiplomatie et nexus-Eau-Energie-Alimentation », Fadi Comair, le président de MEDURABLE et directeur général des ressources hydrauliques et électriques au ministère libanais de l'Énergie et de l'Eau, soutient que « le changement climatique, l'essor démographique et l'urbanisation galopante font de la raréfaction de l'eau dans certaines régions du monde l'un des défis majeurs de notre temps ». « Garantir à tous un approvisionnement en eau à un coût financier et environnemental soutenable est par ailleurs intimement lié aux questions de sécurité énergétique et alimentaire (approche intégrée prônée par la FAO sous le vocable de « nexus eau-énergie-alimentation ») », explique-t-il.

« L'eau reste une ressource à partager, et ce pour le bien-être humain »

« Je vous souhaite la bienvenue au Liban et un plein succès pour la ré-

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

union du Conseil mondial de l'eau en concomitance avec la 7e édition de la Semaine de l'eau de Beyrouth, cette initiative qui a été lancée il y a plusieurs années afin de relever les défis hydriques et les challenges du développement durable tout en intégrant les directives et les décisions du Conseil mondial de l'eau », a déclaré en ouverture Fadi Comair.

Le responsable a énuméré les différents enjeux qui se posent au Liban que sont le changement climatique, les incendies de forêt mais aussi la démographie croissante liée à la crise des réfugiés « ayant engendré des pressions énormes sur nos ressources ».

Dans ce contexte, « l'eau reste une ressource à partager, et ce pour le bien-être humain », a-t-il défendu.

Il a aussi rappelé certains des engagements pris par le Liban, dont la stratégie nationale de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et la consolidation des ODD (objectifs de développement durable) dans le cadre du Nexus et de l'hydrodiplomatie.

L'objectif de ce colloque est surtout de « persuader les décideurs politiques, économiques et sociaux et au-delà, les citoyens, que nous devons modifier nos modes d'usage de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation, et placer ce triptyque dans une gouvernance appropriée et adaptée à nos besoins afin de sécuriser les ressources de cette région pour les générations futures », a martelé le directeur général du ministère.

« L'eau est politique, les solutions aussi »

« La terre a soif et pourtant la planète est gorgée d'eau, pourquoi ? » s'est pour sa part interrogé le président du Conseil mondial de l'eau, Loïc Fauchon. « Le climat est un bouc émissaire. Aujourd'hui ce n'est pas tant le climat qui nous fait souffrir, c'est davantage la pression démographique qui appelle à un besoin d'eau supplémentaire », a-t-il argué, pointant également l'urbanisation croissante.

Quid des solutions pour atténuer les crises de l'eau ?

Pour le président du Conseil mondial de l'eau, le « temps des barrages se termine ». Il préconise plusieurs solutions. Il faudrait ainsi selon lui « sécuriser la ressource elle-même en la diversifiant, utiliser l'outil de dessalement de l'eau qui a fait ses preuves ces 20 dernières années, profiter de la révolution digitale pour créer une banque numérique de l'eau et bien sûr diminuer le gaspillage ».

Loïc Fauchon a aussi défendu une autre technologie de pointe, la réutilisation des eaux usées. « Mais pour ce faire, il faut être capable de stocker cette ressource », a-t-il expliqué. « L'eau ne doit pas être source de conflit », a-t-il ajouté appelant « toutes les communautés écologiques, politiques et citoyennes à la concertation pour conserver ces ressources et leur assurer une gestion plus efficace ».

Enfin, le spécialiste a reconnu que l'enjeu de l'eau « est politique et les solutions aussi », rappelant que toutes les solutions techniques sont déjà connues et que ce qui manque c'est « une responsabilité » afin que les dirigeants fassent de l'eau une priorité de leurs programmes d'action.

De son côté, le représentant de l'ambassadrice de l'Union européenne, Christina Lassen, a appelé à davantage de solutions communes entre les États et à un soutien accru des initiatives globales des Nations Unies sur cette question cruciale du développement durable des ressources et des sociétés. Il a également souhaité davantage de sensibilisation auprès de la societé civile à travers les colloques, les médias et le lobbying.

Au cours de la première session consacrée à « l'hydrodiplomatie comme un outil des organismes internationaux des eaux partagées », des anciens et actuels ministres de l'Eau, venus d'Egypte, d'Irak et de Palestine, ont partagé leurs expériences. Un ancien ministre irakien des Ressources hydrauliques a rappelé que dans son pays la ressource en eau « a été victime de guerres et du manque de priorités parmi les gouvernements ». Un point sur lequel sont tombés d'accord les deux autres dirigeants arabes. Cela rend l'enjeu de l'eau encore plus crucial que jamais dans la région du pourtour méditerranéen et donne à ce type de colloque toute son importance pour garantir un avenir durable.

Vue d'ensemble de l'audience.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Pour que le Certificat Hypothécaire Obégi - CHO soit mieux connu du public

Marilyne Jallad

Docteur en Économie de l'Université Lyon Lumière, Riad Obégi, également connu comme président du Groupe Obégi et de la Banque BEMO nous parle du CHO, un nouvel instrument bancaire innovant qui permet à des propriétaires immobiliers d'accroître leurs revenus et de contribuer à la croissance économique de leur pays.

Riad Obégi aux côtés de l'ambassadeur Rami Adwan et du secrétaire général de la CCFL, Farid Aractingi, en marge de la conférence organisée par la CCFL et parrainée par l'ambassade du Liban en France, le 08 mars à Paris au CESE.

Peut-on affirmer que le CHO est un instrument bancaire innovant ?

L'idée est effectivement surprenante mais pas très compliquée. Son application est toutefois complexe. On part du constat que l'essentiel des actifs dans tous les pays sont immobiliers. Nous estimons que la valeur de ces actifs dans les pays émergents représente 10 à 20 fois le PIB, alors qu'elle représente beaucoup moins dans les pays développés. Pourquoi ? Car dans un pays développé, lorsqu'un citoyen veut épargner, de nombreuses options s'offrent à lui. Alors que dans les pays émergents, les options manquent ce qui pousse les citoyens à investir essentiellement dans l'immobilier. Ces biens immobiliers peuvent être utilisés mais en même temps ils représentent un capital, d'où l'intérêt du CHO.

Quel est son objectif ?

Son objectif est de maximiser le rendement de ce capital immobilier. Traditionnellement, les gens qui n'ont pas l'ambition de vendre leur bien immobilier peuvent l'hypothéquer pour emprunter de l'argent ou l'utiliser pour mettre en place un projet. Mais tout le monde n'a pas un projet envisagé. Il leur est alors tout à fait possible de l'hypothéquer pour qu'une tierce partie puisse emprunter. Mais dans ce cas de figure, la confiance n'est pas toujours au rendez-vous. Faisons maintenant un parallèle avec le capital financier. Vous avez une somme d'argent que vous pouvez investir dans un projet personnel ou dans un projet tiers et comme troisième option, la placer à la banque. Cette capacité de pouvoir épargner auprès d'une banque est très pratique, surtout pour un individu qui n'a pas d'entreprise. Donc, paradoxalement, les banques sont plus avantageuses pour les gens qui n'ont pas beaucoup de moyens. Car les gens plus fortunés ont la capacité d'investir leur capital dans leur entreprise. L'idée est donc : pourquoi ne pas essayer d'offrir à des gens qui ont un capital immobilier cette troisième option qui est de pouvoir placer leur capital immobilier à la banque ?

Comment faire concrètement pour utiliser les actifs immobiliers en capital ?

Notre instrument est un certificat qui reflète le fait d'avoir une hypothèque en faveur des créanciers de la banque et non pas en faveur d'un débiteur quelconque. Il fonctionne comme un dépôt de garantie immobilière auprès d'une banque. Il est équivalent à un dépôt en espèces avec une échéance (inferieure à un an) et une rémunération. Comme celui-ci, le risque se limite au cas de faillite de la banque dépositaire. Nous savons que le travail d'une banque consiste généralement à emprunter auprès de personnes qui ont de l'argent mais pas de projet et de prêter à des gens qui ont un projet et pas d'argent. Avec le CHO, la banque fait exactement la même chose : vous avez un bien immobilier et pas de projet, vous déposez donc cet instrument à la banque, ainsi elle pourra emprunter plus facilement sur le marché interbancaire, et par conséquent prêter plus aisément.

Qu'est-ce qui rend alors cet instrument complexe ?

Quand vous déposez un billet dans votre banque, il n'y a pas de différence entre deux billets de 100 dollars. Cependant, une hypothèque

de 100 mètres carrés n'est pas identique que l'on soit dans telle ou telle région. Cela nécessite alors que le bien immobilier soit évalué et suffisamment standardisé pour qu'il puisse ensuite être comparable. Donc une des conditions nécessaires pour l'existence du CHO est d'avoir une entité indépendante qui sera chargée d'effectuer des évaluations standards, d'informer les différentes parties prenantes et d'enregistrer les hypothèques et les mainlevées. Elle fera des évaluations massives à un coût très faible sur l'ensemble des biens immobiliers d'un pays donné ou d'une région.

Quels sont les conditions nécessaires pour l'existence d'un CHO ?

Il faut d'abord une loi régissant l'instrument et les opérations des différents intervenants. Un projet de loi a été préparé et rédigé au Liban – par les avocats Ghassan Moukheiber, Nasri Diab et Alexandre Sakr - et déposé au Parlement libanais le 1er octobre 2018. Il fait actuellement l'objet d'une étude auprès des principaux blocs parlementaires libanais en collaboration avec la Banque du Liban. Cette proposition de loi a été signée par dix députés . Par ailleurs, un autre projet de loi a été déposé au Sénat Paraguayen le 13 août dernier, après avoir été signé par les deux parties politiques majeures du pays (au pouvoir et l'opposition). Parallèlement, quelques démarches ont été accomplies dans d'autres pays en développement, principalement en Amérique du Sud et en Afrique de l'Ouest. Nous pensons fortement que l'introduction de cet instrument aura des implications positives majeures sur les économies émergentes. Mais une loi ne suffit pas.

Pourquoi ?

Il faut aussi mettre en place une série de mesures complémentaires : des moyens de régulation et de supervision par la banque centrale, la sélection de banques éligibles suivant des critères rigoureux, la détermination et l'ajustement des paramètres de calcul, des standards d'évaluation, l'extension des systèmes de garantie des dépôts pour couvrir également les CHO et prévenir les bulles financières. Il s'agit aussi de mettre en place une ou plusieurs entités indépendantes chargées d'effectuer les standards d'évaluation, d'informer les différentes parties prenantes et d'enregistrer les hypothèques. La Banque centrale devrait être en charge de la supervision des acteurs et des standards.

Le CHO présente de nombreux avantages pour chacune des parties concernées. Quels sont-ils ?

- Les propriétaires immobiliers pourront obtenir une rémunération additionnelle et également disposer d'une information plus accessible et plus complète sur leurs biens. (Sur un site web qui sera mis en place).

- Les banques pourront avoir accès à une quasi-liquidité, ce qui optimisera la gestion de leur liquidité. De plus, le CHO leur donnera accès à une nouvelle clientèle et la possibilité de leur offrir des produits et des services supplémentaires.

- L'État et ses démembrements pourront avoir une vue plus fidèle de leur patrimoine immobilier et de celui des propriétaires, ainsi que des revenus accrus.

- La remobilisation d'un capital considérable dans l'économie nationale générera un surplus de croissance estimé à plus ou moins7% par an.

Le CHO comporte néanmoins des risques, quels sont-ils ?

Le seul risque c'est la faillite d'une banque. Nous constatons toutefois qu'au Liban, sur les cinquante dernières années, aucun déposant n'a perdu de l'argent dans sa banque. Mais personne ne sait ce que l'avenir nous réserve.

Quels individus en profiteront le plus au Liban?

Ce que l'on constate, c'est que le taux de bancarisation au Liban ne dépasse pas les 47%, alors qu'en France, par exemple, il atteint presque les 100%. Cela permettra donc aux individus non bancarisés de devenir clients d'une banque et de s'intégrer socialement. Cela fera aussi une différence pour les gens extrêmement riches en biens fonciers mais ayant très peu de revenus, notamment les congrégations religieuses. Cela leur permettra de générer un peu de revenus et de mieux gérer leur patrimoine foncier. D'où l'importance que les biens immobiliers, une fois cadastrés, soient mieux connus et répertoriés.

Cet outil permettra-t-il aussi de mieux gérer le patrimoine de l'État libanais?

Effectivement, l'État libanais a aussi beaucoup de biens immobiliers. Or personne ne fait d'évaluations régulières ou de planification car les informations manquent. Le rôle de l'agence qui fera toutes ces évaluations sera alors de fournir presque gratuitement une information d'une très grande valeur, ce qui peut avoir un effet considérable sur l'économie d'un pays. Nous estimons donc, qu'en moins de dix ans, cet instrument doublera le PIB d'un pays.

Une fois le CHO mis en place, que se passera-t-il ?

Même si la loi est adoptée demain, la mise en place du CHO prendra du temps, trois à quatre ans. Il est souhaitable que la loi passe d'abord au Liban, l'inverse serait dommage parce que cet outil finira par exister partout dans le monde. Le CHO sera dans l'air du temps. Une fois cet instrument mis en place, dans n'importe quel pays, le besoin en experts sera plus que jamais nécessaire, d'où l'intérêt que ces spécialistes soient issus du Liban.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Conference on "Employment of Lebanese Youth: Challenges and Sustainable Solutions"

The Director General of the Chamber of Beirut and Mount Lebanon, Rabih Sabra, took part as guest panelist in the conference "Employment of Lebanese Youth: Challenges and Sustainable Solutions" held at the Grand Serail on 25 and 26 April 2019. The Conference was organized by The Arab Institute for Planning in Kuwait, in collaboration with Nouhoud Association, under the patronage of Prime Minister Saad Hariri.

Sabra highlighted the private sector's view of the challenges and opportunities of the labor market in Lebanon. He pointed out the high rate of youth unemployment (35%), declining investment and employment opportunities, and lack of career guidance, graduates emigration and the challenges of the digital economy. He also stressed the role of the Chamber in supporting education and competences needs of business enterprises in the framework of partnership with European supporting programs to education.

Mr. Sabra shed lights on the Lebanese private sector challenges and opportunities.

Mr. Sabra mentioned as well the establishment of the Chamber in cooperation with the HEC Paris a Diploma in Entrepreneurship, to ensure further academic excellence alternatives to Lebanese students. He shed lights on the continuous trainings programs conducted by the Lebanese Training Center (LTC) at the Chamber along with the regular orientation days and internships programs to introduce students to the various Chamber's departments and functions.

He also stated the opportunities available through the implementation of the recommendations of McKinsey's new economic vision, which places the knowledge economy and the educational sector on the top list of strategic sectors with a focus on supporting entrepreneurship initiatives, refining technical skills, and revamp of educational programs.

Finally, Sabra noted the partnership initiatives in the foreseeable future, through which the Chamber will cooperate with the United Nations Training Institute in Geneva to train Lebanese youth in diplomacy as well as support the World Bank project to train 30,000 young men and women in digital technology skills and thus secure 50.000 jobs by 2025.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanese Italian Business Council "LEBITALIA" Elects A New Board

The Lebanese Italian Business Council "LEABITALIA" has recently elected its new Board of Directors, during its General Assembly meeting held on Wednesday 10 April 2019 at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon.

Elections took place in the presence of the His Excellency Mr. Massimo Marotti, Ambassador of Italy in Lebanon, and Mr. Emanuele D'Andrassi, First Secretary at the Embassy.

The following were elected: Mr. Albert Aoun as President, Mr. Abdul Wadoud Nsouli as Vice-President, Mr. Arthur Dekermendjian as Secretary General, Mr. Ali El Moussawi as Treasurer, and Messrs. Antoine Elias Habib and Mohammad Abdulrazak Itani as advisors to the Board, and Messrs. Raphael Debbane, Bassam Halabi, Nicolas Boukather, Samer Hilal, Ziad Kamareddine, as Members of the Board, and Mr. Mohammed Ali Kabbani as a substitute member.

The Lebanese Italian Business Council (LEBITALIA) was established in July 2013, based on the agreement signed between the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Beirut and Mount Lebanon with the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture and Crafts of Milan. The Council's objectives are mainly to strengthen trade partnerships between Lebanon and Italy, develop the exchange of goods and services between the two countries, and work towards establishing sustainable relations in economic, industrial and trade fields. Lebanese and Italian businessmen, traders and companies are members of the Council.

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Union for the Mediterranean meeting addresses employment and labor challenges in the region

The member states of the Union for the Mediterranean (UfM) convened on 1-3 April in Cascais, Portugal, to give a new impulse to the economic integration efforts in the Euro-Mediterranean region. With the aim to discuss pressing challenges such as youth unemployment and women underrepresentation on the labor market, the fourth UfM Ministerial Meeting on Employment and Labor encompassed two side-events, a ministerial policy conference on "Job, skills and opportunities for all" and a ministerial meeting.

Mr. Rabih Sabra, Director General of the Chamber of Beirut & Mount Lebanon was the guest of the UfM side event "The employment of Mediterranean university graduates: Bridging the employability gap between advanced skills and markets": Despite the rise in numbers of university graduates across the Euro-Mediterranean region, youth unemployment remains a regional challenge. This dedicated interactive meeting has been a venue for sharing best practices in Lebanon, highlighting standing challenges and offered practical recommendations on employability of highly trained youth.

The UfM Ministerial Policy Conference "Jobs, skills and opportunities for all" took place as well within the same occasion and provided the opportunity to discuss the most pressing labor market's needs, in particular the persistent inequality in the access to jobs mostly for women and young people. The member states of the Union for the Mediterranean (UfM) gave a new impulse to social and economic integration in the Euro-Mediterranean region. The Ministers highlighted four priorities for action and stressed the need to measure the impact of policies and agreed to launch a "Community of Practice" to exchange best practices. They reiterated their commitment to creating the conditions to mainstream gender in employment and labor policies.

> "THE MEMBER STATES OF THE UFM GAVE A NEW IMPULSE TO SOCIAL AND ECONOMIC INTEGRATION"

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE CHAMBER OF TRIPOLI ON THE NATIONAL SCENE

A MoU between the Chamber of Tripoli and North Lebanon and the University of the Holy Family in Batroun

With the aim of strengthening the ties between the economic community and the scientific and academic institutions, the Chairman of the Tripoli and North Lebanon Chamber, Toufic Dabboussi, signed a Memorandum of Understanding with the University of the Holy Family- Batroun (USF) represented by Sister Hilda Chelala.

Chairman Dabboussi expressed his pleasure at the partnership and cooperation with the Holy Family University (USF), which pays particular attention to scientific approach in developing and sharpening up the capabilities of its students to enhance their responsibilities in managing their economic projects, thus providing the labor market with qualified and creative capabilities.

The President of the University, Hilda Chelala, expressed her delight in partnering with the Chamber of Tripoli and North Lebanon to strengthen the relationship between the two cities, Batroun and Tripoli, hoping that the relationship will pay off fruitful achievements.

«Our University seeks to build bridges of integration with the Tripoli and North Lebanon Chamber to provide the economic community with science and knowledge, especially as the Chairman of its Board is launching various major projects based on innovative ideas and futuristic plans," said President Chelala, noting that these projects aim at strengthening the role of public economic facilities in the North, namely the port of Tripoli and the airport of President René Moawad (Klayaat airport) in Akkar.

Hilda Chelala President of USF and Toufic Dabboussi.

She further explained that the close cooperation between the University and the Chamber will be carried out by the faculty of Business Administration through research work and in-depth studies, in addition to organizing specialized training courses for students in cooperation with the Chamber in order to provide suitable employment opportunities for young capabilities looking for a promising future.

The event included a comprehensive presentation by Chairman Dabboussi addressing the various projects launched by the Chamber for the development of the business environment, pointing to the expected role of the Chamber's "smart zone" considered as an incubator for scientific information, and disclosing investment opportunities in the tourism sector and other economic sectors. He also explained the virtual master plan related to the Greater Tripoli national and regional investment project aiming at placing Lebanon on the map of investments and economies of the world, and making of Tripoli a platform that meets the needs of the international community in terms of development investments.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

«Memorandum of cooperation» to boost economic relations between Lebanon and Bulgaria

Under the patronage of the Bulgarian President Rumen Radev, a "Memorandum of cooperation" was signed by Toufic Daboussi, Chairman of the Chamber of Tripoli and North Lebanon, and Yancho Yanev, Chairman of the Bulgarian Haskovo Chamber of Commerce and Industry, in the presence of the Minister of Communications Mohamed Choucair, and a number of Lebanese and Bulgarian economic and business leaders.

Yanev noted that the objective of the signing of the memorandum of cooperation is to strengthen bilateral cooperation between the two Chambers, and to jointly explore ways to develop bilateral economic relations between the two countries. He further explained that the signing of this Memorandum is appropriate at the current phase as it provides a good momentum to both Chambers and helps to overcome the obstacles for the conclusion of joint actions.

He pointed out that the geographic location of the Haskovo Chamber on the Turkish-Greek border makes it the closest to the city of Tripoli by land, which is a suitable and vital gateway to enter the European world of 500 million people. "As such, the Haskovo Chamber is the best European partner for the Tripoli and North Lebanon Chamber,» he said.

The Bulgarian President Rumen Radev and Toufic Dabboussi.

For his part, Chairman Dabboussi expressed his optimism about the future of the Lebanese-Bulgarian relations, especially the economic and investment relations, in view of the promising opportunities present in all the Lebanese regions.

Dr. Fadi Gemayel: «Proud to see pioneering projects boosting up Lebanon»

Toufic Dabboussi, Chairman of Tripoli and North Lebanon Chamber expressed his delight to receive Dr. Fadi Gemayel, President of the Association of Lebanese Industrialists, and key partner of the Chamber's initiative "Tripoli, the economic capital of Lebanon".

Addressing his guest, Dabboussi revealed the pillars of his initiative which are the competitive advantages of the Greater Tripoli that extends from Batroun to the far northern border in Akkar, and the comprehensive project that is characterized by all the factors that help attract Lebanese-Arab-international investments. The project extends along a sea front from the port of Tripoli to Klayaat region in Akkar, and aims to expand the public facilities: port of Tripoli, President Rene Moawad (Klayaat) in Akkar and the special economic zone. He further explained other related projects by preparing a hypothetical master plan that will constitute a major economic and investment zone embracing multi-functional projects such as gas, oil, petrochemicals, industrial zone, dry dock for ship repair, in addition to projects in information technology and diverse sophisticated touristic projects.

Dr. Fadi Gemayel with Chairman and board member of CCIAT.

For his part, Dr. Fadi Gemayel praised the great efforts exerted by Chairman Daboussi and his colleagues, members of the Board of Directors and his team to promote the national economy and to draw attention to the potentials and capabilities of Tripoli. "When we welcome the launch of major investment projects, the first thing that comes to our mind is to devise plans restraining the migration of our young energies," he said, adding that the projects initiated by Dabboussi will help consolidate the roots of the engagement of young people to their home country, Lebanon, through the creation of jobs. Gemayel praised the role of higher education institutions in providing the required qualified human resources stating "the main issue that is visible in these projects is the link between the economy with the universities". He also expressed his appreciation for the Chinese approach towards Lebanon through the Silk Road Belt (SRB) initiative.

Gemayel toured the various projects launched or hosted by the Chamber, stressing the importance of encouraging and supporting small and medium enterprises vital for the national economic life cycle.

At the end of the visit, Chairman Daboussi presented to Dr. Gemayel a symbolic gift in recognition of his positive approach to development and economic revival, and for the success stories that he recorded in more than one position and at various levels.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Seniora from Tripoli: The Chamber's projects incorporate a comprehensive national vision

Former Prime Minister Fouad Seniora met with Toufic Dabboussi, Chairman of the Tripoli and North Lebanon Chamber, in the presence of MP Dr. Dima Jamali and Dr. Fadi Gemayel, President of the Lebanese Industrialists Association.

Dabboussi made a brief presentation of the Greater Tripoli national investment project, which extends along a sea front from the port of Tripoli to the Klayaat area in Akkar, and entailing the largest expansion of the public economic facilities in the Greater Tripoli, including the port of Tripoli, the airport of President René Moawad (Klayaat airport), and the special economic zone. Dabboussi also presented the draft master plan of the multi-functional projects included in the waterfront, as well as the feasibility study to make the airport of Rene Moawad an international airport with all the technical specifications that characterize the airports of developed countries, and the expansion of the SEZ area to include millions of meters. All these projects are expected to provide attractive investment opportunities for the Lebanese, Arab and international investors, in addition to providing hundreds of thousands of jobs.

«The project presented by Chairman Dabboussi is based on an integrated approach and has a comprehensive national vision," Seniora stated pointing to the strategic location of the city of Tripoli and its competitive advantages in view of the various public economic facilities present in the Greater Tripoli, namely the port, airport, railways, and the special economic zone.

Fouad Seniora with Toufic Dabboussi.

Seniora praised Dabboussi for adopting an integrated vision in launching these large projects stressing the need to provide an attractive environment for investment. "Our institutions lack the rule of law, and we all look forward to have laws that take into account the interests of the citizens for security, and also to reassure investors and their investments in a climate of stability," he said, pointing out the need to work collectively to re-instate the growth pace of past years, bringing the growth from the current rate of 1% to reach 8% and 9% of preceding years.

For this, he emphasized the necessity to focus on restoring the position and prestige of the State. In this context, he noted that the issue of reform can not be achieved by states and nations unless they are capable and not forced to, because the repercussions are costly.

Assem Nawam on behalf of «IRADA»: To lobby for the adoption of the Greater Tripoli investment project by the public authorities

The Chairman of Tripoli and North Lebanon Chamber met with a delegation of the Federation of Businessmen for Support and Development (IRADA) headed by its President Assem Nawam who visited the Chamber for a closer look at major projects being launched with the aim of attracting investments and developing the business environment.

Chairman Toufic Dabboussi made a comprehensive presentation for the adoption of a «smart zone» that will serve as an incubator for accurate scientific information based on surveys covering various economic sectors, especially tourism, to shed light on the historical treasures of landmarks, archeological sites and religious memorials. In this regard, He underlined the primary technical applications of a prototype through the adoption of a three-dimensional imaging method to reveal the cultural characteristics that distinguish tourism sector in Tripoli and the North.

Dabboussi also discussed the pillars of the hypothetical master plan for this national-regional investment project in Lebanon from the Greater Tripoli, which includes the expansion of public facilities from the port of Tripoli and the airport of President Rene Moawad (Klayaat) and the special economic zone along the Lebanese state-owned sea front starting from the port of Tripoli and up to the Klayaat area in Akkar, in addition to a number of specialized and diverse projects included in the waterfront and provide sophisticated logistical services in various fields.

The delegation was also briefed on the steps taken by the Chamber towards the adoption of a center for the knowledge economy "to place Tripoli at the heart of the modern economy and in line with the requirements of the fourth industrial revolution».

Delegation of IRADA with CCIAT board members.

For his part, President of IRADA, Assem Nawam, expressed his appreciation for Chairman Dabboussi's determination and enthusiasm for presenting the large investment project, and the urgent need to lobby for it in view of the importance of the project at the Lebanese, Arab and international levels. «We have noticed that this major northern economic region is located in a geographical space that is strategically viable and is beneficial in every direction but needs a marketing and promotional plan at all levels," he said.

«We have the firm conviction that the investment project presented by Chairman Dabboussi is beneficial to all," he said, adding that "IRADA" is known to support development projects. "We find ourselves part of this large project …we only need to lobby for the adoption of the Greater Tripoli investment project by the public authorities," he concluded.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Daboussi at Akkar forum: Investment projects in Akkar entail partnership between the public and private sectors

The "Forum for Welfare and Development" in cooperation with the "Civil Council for the Development of Akkar" organized the "Future of Jobs in Lebanon and the North" conference under the patronage of the Minister of State for Information Technology and Investment, and the Chairman of the Chamber of Tripoli and North Lebanon, in the presence of ministers, deputies, representatives of political, judicial, religious associations and economic groups, academia and civil society organizations.

The dialogue was moderated by Mr. Hamed Zakaria, Public Relations Officer at the Forum. Participants in the different panels were: Abdel Moneim Osman representing the Union of Municipalities of Coast and Central District, MP Walid Al-Baarini, Minister Adel Afiouni, Toufic Dabboussi, Chairman of the Chamber of Tripoli and North Lebanon, Dr.Ahmad Tamer, Director of the port of Tripoli, Dr. Hassan Dannawi, Commissioner in charge for managing the SEZ, Eng. Hamdi Shawq, former head of the General Authority for Civil Aviation, Sheikh Nabil Moawad representing Rene Moawad Foundation, Dr. Osama Ghoneim, Director of the Charitable Society for Research and Studies-Ward.

Chairman Daboussi addressed the Chamber's approach to the potentials of Akkar Governorate that the public sector has not yet been able to grasp its strategic investment importance. This region requires " a new role that is fully commensurate with its needs for development to make it a platform that meets the requirements of the international community," he said.

He stressed the importance of establishing partnership between the public and private sectors before launching large investment projects. "The public sector alone is unable to launch the largest partnerships with the international community, so real partnership with the private sector should be established in view of the vitality that differentiates it from the routine that prints the public sector,» Dabboussi explained.

He also noted that Akkar lacks a daring and swift development plan, and that the expansion of the "President Rene

"Forum for Welfare and Development" in cooperation with the "Civil Council for the Development of Akkar"

Moawad" airport in Klayaat is vital for Akkar and the northern region. A scientific feasibility study for its expansion and rehabilitation to become internationally adopted has been developed by the Chamber through the acquisition of vast areas surrounding it. Moreover, the vast open spaces of land surrounding the special economic zone allow the expansion of its actual area of 550 thousand square meters, which is not enough space for expected investments. As for Tripoli port, which receives annually 200 thousand containers, its current operational capacity does not help to meet the huge trade volume movement transit between Lebanon, Iraq and Syria, even if we add to it the operational capacity of Beirut port, because their combined operational capacity would not exceed 1,800,000 containers per year. The expansion project of the port will increase its operational capacity in the future at a minimum of 20 million containers. "We are heading ambitious projects to promote Lebanon from Akkar because regular and modest projects are no longer adequate investment for development," he said.

Dabboussi further stressed that Akkar is rich in treasures, capabilities and energies, therefore it is pivotal in the largest national Arab investment project that will be launched from the Greater Tripoli. The expansion project that extends along a sea front from the port of Tripoli to Klayaat region in Akkar, embraces also a hypothetical master plan with multi-functional projects of gas and oil, petrochemicals, industrial zone, dry dock for ship repair, in addition to IT projects and diverse logistics and sophisticated touristic projects, putting Lebanon on the map of the world's economies. This large investment project will also enhance the role of the public economic facilities (port of Tripoli, President René Moawad airport, the special economic zone) as in their current conditions, they do not meet the expectations of the international investment movement with all its requirements according to scientific studies. "Hence, the importance of our project, at the Lebanese, Arab and international levels with hundreds of thousands of jobs to achieve sustainable development projects and face the plague of unemployment, misery and violence," Dabboussi concluded.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Bulgarian Minister of Agriculture meets with farmers and exporters from South of Lebanon

In the framework of enhancing cooperation between Lebanon and Bulgaria, especially in the agricultural field, the Chairman of Saida and South Lebanon Chamber, Mohamad Saleh, met the Bulgarian Minister of Agriculture Porodzanov, accompanied by MP Imren Mehmedova at the Chamber's headquarters, in the presence of the President of the Southern Farmers' Association, President of the Lebanese-Bulgarian Business Council Ahmad Alaaeddine, and members of the Chamber's Board of Directors.

Porodzanov, the Bulgarian Minister of Agriculture and Mohamad Saleh.

Speaking at the event, Saleh noted that the relations between Lebanon and Bulgaria, which have been translated in the past at all economic and cultural fields, are given priority on the agenda of officials and businessmen in both countries. «This shows the importance of the visit of Minister Porodzanov and the role of BLBC, which contributes for promoting bilateral cooperation," he said

Saleh also called for increasing the volume of foreign investment, especially in the agricultural field as the southern region is rich in agricultural production and investment opportunities, which form a cornerstone for food security. He noted the advantages of this sector in terms of development and modernization. "Farmers were advised and supported in their decisions to make productive investments in their farms, in particular with regard to applying fertilizers, diversifying planting activities and replanting old plantations," he said.

Ahmad Alaaeddine, President of the Lebanese-Bulgarian Business Council, Porodzanov, the Bulgarian Minister of Agriculture and Mohamad Saleh.

In his turn, HE Porodzanov, explained the prospects for investment in Bulgaria, especially in tobacco sector and its economic feasibility. He then briefly reviewed the advantages of increasing trade exchange with Lebanon and of cooperating with Lebanese businessmen to access the Arab market.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Economic inclusion of people with disabilities in South Lebanon

Saleh: The right for employment of persons with disabilities in public and private sectors is stipulated by Lebanese law

"Towards an inclusive partnership that respects diversity and acceptance of persons with disabilities as part of business community", a workshop organized by the Lebanese Union for Persons with Physical Disabilities in cooperation with social and business partners in South Lebanon, and with the participation of the Chamber of Saida and South Lebanon.

The event aimed at promoting economic inclusion of people with disabilities through spreading a culture of diversity and equal opportunity among the business community in order to increase job opportunities for persons with disabilities.

Held at the Chamber of Saida& South Lebanon, the workshop was attended by Mohamad Saleh, Chairman of the Chamber and a number of the Board of Directors, persons with disabilities, directors and representatives of a number of productive and business sectors.

In his welcoming speech, Saleh focused on supporting the right of persons with disabilities to work on an equal basis with others, including the right to earn a living in a freely chosen job that is inclusive and accessible. He referred to the law 220/2000 that defines the rights of people with disabilities in the fields of education, rehabilitation, employment…… and the successful inclusive education model and other efforts for improving the employment situation of persons with disabilities. However, he considered the labor rate of Lebanese with disabilities as low due to the reductive perception of employers and the society at large of their productive capacity. He also emphasized the role of Saida and South Lebanon Chamber to create job opportunities, and as a partner with the Union and other related centers to support the job search process for the inclusion of persons with disabilities in the world of work and to strengthen their sense of self–worth and ability to contribute to the community.

Sylvana Lakkis, on behalf of the Lebanese Union for Persons with Disabilities, presented the loss of productivity resulting from the exclusion of disabled people from training and employment. She also considered the non- economic costs of disability, such

as social isolation and the reinforcement of negative perceptions of disabled people as incapable and non-contributors that places a significant strain on the overstretched economy of the country.

She then presented the services provided by the Union to support the inclusion of people with disability in jobs and livelihoods, as well as helping companies to implement diversity and inclusion policies that facilitate employment of people with disability.

Welcome to ECONEWS

Register and get your digital copy for free.

Send an email to :
Econews@ccib.org.lb
Kindly include:
Name
Institution
Email
Telephone

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE CHAMBER OF ZAHLE & BEKA MONITORING AGRICULTURAL PROGRESS

Pest Management of the Med Fruit Fly on Cherries and Table Grapes in the Bekaa

Under the PSD Programme in Lebanon funded by the European Union and implemented by Expertise France, NATAGRI S.A.L. and the Lebanese Agricultural Research Institute (LARI) jointly organized a conference in the Bekaa entitled "Integrated Pest Management of Ceratitis capitata on Cherry and Table Grape in the Bekaa region», in collaboration with the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle and the Bekaa (CCIAZ) and "École Supérieure d'Ingénieurs d'Agronomie Méditerranéenne" (ESIAM-USJ).

The conference aimed at informing the farmers about the effect of the Ceratitis capitata which has become one of the most dangerous insect in the Bekaa on table grapes and cherries production. National and international experts intervened during the conference and presented a list of recommendations and good agricultural practices to adopt at the farm level to prevent and fight against this Medfly invasion.

Following this conference, the CCIAZ, Natagri, and LARI teams made visits to cherry and table grapes fields in different villages of the Bekaa region to implement Medlfy traps, follow up with farmers on the implementation of good prevention practices, and assist them whenever the fly is detected.

Technical assistance to cherry farmers in Zahle & Bekaa

In the framework of assisting technically cherry farmers during different stages of the growing season and improve the cherry industry, the Chamber of Zahle and Bekaa organized a peer to peer sessions, in collaboration with NATAGRI, for cherry farmers in Zahle and Bekaa region.

As a follow up to the first mission on winter pruning carried out by Agrimeca, the Chamber hosted a second technical workshop on agricultural practices during cherry's flowering stage. The session was conducted by the international expert Dr. Luigi Catalano from 26 to 29 March, 2019, and was attended by seventy-three participants.

Training and field visits covered different areas of the Bekaa region (Kaa Rim, Wadi Arayech, Kfarzabad, Ein Kfarzabad,Deir El Ghazal, Koussaya, and Niha).

This project is funded by European Union in Lebanon and implemented by Expertise France.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Planet Pillar: Climate Action

ECONEWS Continues publishing serial articles to shed lights on Lebanon's progress towards the seventeen SDGs by the pillars of UN Agenda 2030 and based on the Voluntary National Review (VNR) 2018.

SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS

Lebanon has shown commitment to international environmental conventions and set out its agendas for natural resource management and protection. While numerous pieces of legislation have been ratified over the years, applying these laws and regulations remains a challenge. Environmental goals are often overlooked, or not prioritized, due to the overwhelming political, economic, social and security challenges facing the country such as the impact of the Syria crisis. Although progress has been made towards some SDG targets, progress towards others has fallen short as natural resource management and climate change are standalone pillars in Lebanon's overall economic development agenda, despite efforts to counter the challenges through initiatives by the public and private sectors, civil society and international organizations.

SDG 13: Climate Action

Over the past two decades, Lebanon has actively worked on improving its capacity to adapt to and mitigate climate change. The country has actively participated in the UNFCCC and in 2015 issued its intended nationally determined contribution (NDC) and set the country's overall climate change strategy.

Lebanon's overall GHG emissions are minimal compared to other countries due to the country's size and relatively small industrial sector. However, trends show emissions doubled between 1994 and 2013, and increased annually by 3.7 percent. This increase is mainly driven by the transport and energy sectors (burning of fossil fuels) that together account for around 80 percent of emissions.

Climate change is expected to have a negative impact on the country's agriculture, power

generation, and water supply. Agriculture is the most vulnerable sector leading to a decrease in production. Power production and supply will also be under pressure, because of an increase in demand for air conditioning in the summer.

Lebanon signed the Paris Agreement in April 2016, and, in August 2016, the Council of Ministers forwarded the draft law of the Paris Agreement to Parliament where it remains pending. Although Lebanon does not yet have dedicated national legislation to address climate change, several policies and pieces of legislation, such as those on energy efficiency, renewable energy and air pollution, contribute to SDG13 and the country's commitment to climate change. For instance, the law on the protection of air quality was adopted in April 2018. By setting emission standards, roles and responsibilities and penalties on polluters, once implemented this law will contribute to the reduction of emissions and improvement of air quality. The same applies to article 55 of law 79/2018 (2018 National Budget Law), which establishes customs and registration reductions on hybrid and electric cars.

In 2017 two NAMAs targeting the transport and municipal solid waste sectors were approved by the Council of Ministers. They aim to increase the use of fuel-efficient and hybrid vehicles. Since then (consistent with article 55 of law 79/2018), Lebanon has abolished 100 percent of taxes on electric

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

TAKE URGENT ACTION TO COMBAT CLIMATE CHANGE AND ITS IMPACTS

13 CLIMATE ACTION

vehicles and 80 percent of taxes on hybrid vehicles. As part of its Paris Agreement commitments, Lebanon has set targets for public transport mode at 36 percent (unconditional) and 48 percent (conditional), and 20 percent (conditional) for fuel-efficient vehicles by 2030. In 2017 the Ministry of Agriculture's forestry Program to plant 40 million trees was also endorsed.

Lebanon has mainstreamed climate change adaptation into various sector strategies. The National Biodiversity Strategy and Action Plan (adopted in 2018), the National Water Sector Strategy (adopted in 2012), the Ministry of Energy and Water's national energy strategies, and the forestry strategies all include climate change action. For the first time, the Ministry of Agriculture introduced 'Responding to Climate Change Impacts' as one of its central courses of action in its 2015–2019 strategy. It intends to assist the agricultural sector to better adapt to the impacts of climate change, to reduce its emissions, and to introduce adaptation measures.

Lebanon has also promoted climate change adaptation in other vulnerable sectors such as tourism, human settlements and infrastructure and public health. A low emission development strategy is being prepared in consultation with national stakeholders. The National Adaptation Plan—a strategy that aims to identify medium- and long-term adaptation needs and corresponding action plans—is also underway.

Combating climate change in Lebanon requires stronger political leadership and technical capacities in, and coordination among, the line ministries with integration of climate change action into national development planning. The delay in the Paris Agreement ratification entails the adjournment of the needed legal decrees to operationalize the Nationally Determined Contribution implementation, the transparency provisions and the long-term low emission development strategy.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanon in Figures

Key economic indicators computed by the Center of Economic Research on April 2019:

• **GDP:** The economic real growth rate achieved 0.6 % in 2018, according to CAS estimates. GDP at current prices was estimated at USD 53.71 billion, compared with a growth rate of 0.6% and total output of USD 53.39 billion in 2017.

• **Consumer Price Index:** Based on the Central Administration of Statistics, CPI have decreased by 0.56 % in the second month of 2019 since the end of 2018.

• **Balance of Payments:** In the first 2 months of 2019, the deficit of the balance of payments reached USD 1.93 billion compared to a surplus of USD 0.17 billion in the first 2 months of 2018.

• **Trade Balance:** The trade deficit amounted to USD 2.20 billion in the first 2 months of 2019, compared to USD 2.61 billion in the first 2 months of 2018. Exports increased by 1.9%, while imports decreased by 11.8%. This led to 15.7 % of decrease of the trade balance deficit.

• **Public Finance:** Till November 2018, public expenditures increased by 21.4 % compared to 11 first months of 2017, while revenues increased by 4.7%. Hence, the budget deficit increased by 72.4 %.
Primary deficit reached USD 0.49 billion till November 2018, from a surplus that reached USD 1.44 billion till November 2017. This was caused by the increase of total public revenues by 4.7%, while the debt's service rose by 10.8 % in addition to the increase of total public expenditures by 21.4 %.
Total Primary Deficit/Surplus = Total Budget Revenues – (Total Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)
-0.49 $ billion = 10.74 $ billion – (16.55 $ billion – 5.13 $ billion – 0.19 $ billion)

• **Public Debt:** Public debt increased 5.4 % over one year, from USD 79.35 billion in November 2017, to USD 83.64 billion in November 2018.

in billion US$

Ref.	Indicator	2014	2015	2016	2017	2018*	
10	Growth (% Real Change)	1.90%	0.40%	1.60%	0.60%	0.60%	
12	GDP (in current prices)	48.30	49.97	51.24	53.39	53.71	
	Beirut Reference Rate	**Apr.2014**	**Apr.2015**	**Apr.2016**	**Apr.2017**	**Apr.2018**	**Apr.2019**
	On LBP	8.60%	8.69%	8.61%	8.65%	10.70%	13.06%
	On USD	5.93%	6.12%	6.26%	6.65%	7.23%	9.52%
		2015	**2016**	**2017**	**2018**	**Feb.2018**	**Feb.2019**
20	CPI - CAS	-3.40%	3.14%	5.01%	3.98%	0.24%	-0.56%
21	M1	6.00	6.73	7.07	7.73	7.03	6.97
22	M2	52.15	54.66	52.46	50.95	53.42	50.21
23	M3	123.62	132.75	138.34	141.24	139.29	139.81
24	M4	130.92	139.91	145.46	148.83	146.47	147.25
26	Banks Assets	186.00	204.24	219.78	249.40	223.00	250.15
27	Banks Deposits - Private Sector	151.53	162.44	168.61	173.12	169.26	170.67
28	Banks Loans - Private Sector	48.04	51.02	54.16	51.78	52.32	50.44
30	Balance of Payment	-3.35	1.24	-0.16	-4.82	0.17	-1.93
		2014	**2015**	**2016**	**2017**	**Sep.2017**	**Sep.2018**
31	Current Account	-11.67	-8.12	-9.86	-12.4	-8.33	-9.45
		2015	**2016**	**2017**	**2018**	**Feb.2018**	**Feb.2019**
32	Balance of Trade	-15.12	-15.73	-16.74	-17.03	-2.61	-2.20
33	Imports	18.07	18.71	19.58	19.98	3.14	2.74
34	Exports	2.95	2.98	2.84	2.95	0.53	0.54
		2014*	**2015***	**2016***	**2017***	**2018***	
40	Unemployment Rate	20%	20%	20%	20%	20%	
41	Work Force	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%	
42	Population	4.14 Mn	4.21 Mn	4.28 Mn	4.33 Mn	4.38 Mn	
43	Population 15 - 64 y.	2.78 Mn	2.83 Mn	2.88 Mn	2.92 Mn	2.95 Mn	
		2014	**2015**	**2016**	**2017**	**Nov.2017**	**Nov.2018**
51	State Budget Deficit	-3.07	-3.95	-4.94	-3.75	-3.37	-5.809
52	Budget Revenues	10.88	9.58	9.92	11.62	10.26	10.74
53	Budget Expenditures	13.95	13.53	14.86	15.37	13.63	16.55
54	Public Debt	66.57	70.31	74.86	79.5	79.35	83.64
55	Debt Service	4.19	4.46	4.76	4.98	4.63	5.13
56	Total Primary	1.31	0.72	0.02	1.42	1.44	-0.49

** Estimates*
Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (10,11,12,20,40,41,42,43); Customs (32,33,34); Ministry of Finance (51,52,53,55,56); M1=Currency in Circulation +Sight Deposits in LBP; M2=M1+Other Deposits in LBP; M3=M2+Deposits in Foreign Currencies +Other Financial Liabilities; M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System

LEBANESE TRAINING CENTER

المركز اللبناني للتدريب

يقدم المركز اللبناني للتدريب دورات تدريبية متخصصة للتنفيذيين في مؤسسات الاعمال عبر مدربين وخبراء من ذوي الإختصاص والكفاءة. كما يوفر المركز خدمة تأجير قاعات التدريب المجهزة بأحدث التقنيات للمؤسسات الراغبة في تنظيم إجتماعاتها أو دوراتها التدريبية لدى المركز.

Lebanese Training Center

The Lebanese Training Center (LTC) offers specialized training programs to business executives through recognized trainers and experts. LTC also provides space rental and accommodation services in its modern and fully equipped premises for meeting and training purposes.

CCIB bldg. Justinien street, Sanayeh, Beirut, Lebanon
call center 1314 **ext** 15 | **T:** 01 353190 | **e.mail:** LTC@ccib.org.lb | www.ccib.org.lb

The Lebanese Training Center (LTC)
at the Chamber of Commerce, Industry and
Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming trainings:

LEBANESE TRAINING CENTER

HOW TO PREPARE A FEASIBILITY STUDY

MR. TOUFIC MOURTADA

MAY 15,2019
9:00AM-6:00PM
300$

التصريح الاسمي

DR. GHAZI KANSO

MAY 18,2019
9:00AM-1:00PM
100$

TRADE FINANCE INSTRUMENTS

DR. MASSOUD KANTAR

MAY 20,21&22,2019
5:00PM-8:00PM
375$

PLANNING MANAGING TIME EFFECTIVITY

MRS. RANDA KARIMEH

MAY 24,2019
9:00AM-3:00PM
275$

For more information/registration:
01-353190 Call Center 1314 Ext 15 or email: ltc @ccib.org.lb
www.ltc.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

BUSINESS OPPORTUNITIES

WAM Elevators and Escalators
Activity: Elevators and Escalators / Looking for Importers
Location: Kingdom of Saudi Arabia
Phone: 00966595808630 / 0096648694496
Email: sales1@wamnfe.com

Nesmat Al-Bustan
Activity: Iceberg Lettuce, Orange and Lemon / Looking for Importers
Location: Kingdom of Saudi Arabia
Phone: 00966 11 4917295/ +966 5599 02178
Email: anwar@nestmatalbustan.com

U Trade Egypt
Activity: Fruits and Vegetables / Looking for Importers
Location: Egypt
Phone: 00201212177443
Email: utrade.egypt@mail.com

Homa Tejarat Semnan Co.
Activity: Red Crescent Textile Looking for Importers
Location: Iran
Email: homatejaratsemnan20@yahoo.com

İmza Mens Wear Company
Activity: Mens Wear/ Looking for a Franchise Partner
Location: Turkey
Email: faruk@imza.com.tr

LAK Management and Consulting
Activity: Management and Consulting / Looking for Investors
Location: Rome
Phone: 00393408869954
Email: lindapasetti@gmail.com

Kosomoda A.E.
Activity: Garments, Foot Wear and Fashion/ Looking for Importers
Location: Greece
Phone: 00302310695950
Fax: 00302310695954
Email: info@doca.gr
Website: www.doca.gr

Galea Travel
Activity: Tourism and Travel/ Looking for partners
Location: Greece
Phone: 00302108986157
Fax: 00302108986158
Email: info@galeatravel.gr
Website: www.galeatravel.gr

Goygol Wine Plant
Activity: Wine/ Looking for Importers
Location: Azerbaijan
Phone: 00994222052234
Fax: 00994222052357
Email: office@vinagro.az
Website: www.vinagro.az

I'm Honey
Activity: Organic Honey/ Looking for Importers
Location: Azerbaijan
Phone: 00994123100005
Fax: 00994502668896
Email: export@honey.az
Website: www.honey.az

JLC Group
Activity: Agro-industrial specialized in Dairy Products/ Looking for Importers
Location: Republic of Moldova
Phone: 0037367555002
Email: aparabina@jlc.md
Website: www.jlc-group.com

Ceylon Nutrinut Holding (Pvt) Ltd.
Activity: Coconut Kernel and Coconut Water-Based Products/ Looking for Importers
Location: Sri Lanka
Email: nutrinut.marketing2@gmail.com

CONFERENCES

Global High-End Manufacturing Summit-GHMS 2019
The 2019 Changsha International Construction Equipment Exhibition- CEICEE
Scope: Manufacturing / Construction
Location: China
Venue: Intercontinental Changsha
Date: 13 – 16 May 2019
Phone: 00861064987220
Fax: 00861064963611
Email: summit@apceo.com

Business Golf Jazz 2019
Scope: Global
Location: Klaipeda - Lithuania
Date: 31 May – 08 June 2019
Email: een@kcci.lt
Website: www.businessgolfjazz.lt

Global Entrepreneurship Summit- GES 2019
Scope: Agriculture, Connectivity, Energy, Health, Food and Water
Location: The Netherlands - USA
Date: 04 - 05 June 2019
Website: www.GES2019nl.nl

St. Petersburg International economic Forum
Scope: Global
Location: Russia
Date: 06 - 08 June 2019
Phone: 0078124067475
Email: booking@roscongress.org/ info@forumspb.com

11th World Chambers Congress
Scope: Global
Location: Rio De Janeiro - Brazil
Date: 12 - 14 June 2019
Email: Juliana.kampf@cacb.org.br
Website: www.worldchamberscongress.org

Sri Lanka Investment and Business Conclave 2019
Scope: Investment
Location: Sri Lanka
Venue: Cinnamon Grand Colombo
Date: 18 - 20 June 2019
Phone: 0094115588818/ 5588888/ 5588800
Fax: 0094112449352/ 2381012
Email: investsrilanka@chamber.1k
Website: www.invest-srilanka.lk

Emerging Markets Economy: Prospects & Challenges
Scope: Investment
Location: Tbilisi - Georgia
Venue: The Biltmore Hotel
Date: 19 June 2019
Phone: 00995 598 186444
Email: tiluridze@biaforum.ge
Website: www.biaforum.ge / www.bia.ge

East Med Maritime Conference
Scope: Maritime
Location: Hilton Beirut Habtoor Grand Hotel
Date: 19 - 20 June 2019
Email: info@emmc.me
Website: www.emmc.me

Re-build Syria
Scope: Construction
Location: Damascus – Syria
Venue: Sheraton Hotel
Date: 21 - 23 June 2019
Phone: 00963113320096
Email: info@al-bashek.com / bsh.al-bashek@gmail.com
Website: www.re-buildsyria.com

RAME Beirut 2019
Scope: Freight and Logistics
Location: Beirut - Lebanon
Venue: Intercontinental Phoenicia Hotel
Date: 24 - 26 June 2019
Phone: 09611563112/ 009613326635
Email: contact@rame2019.com
Website: www.rame2019.com

The International Arab Banking Summit 2019
Scope: Banking
Location: Rome - Italy
Venue: Parco Dei Principi Hotel
Date: 25 -26 June 2019
Phone: 009611377800
Fax: 009611364952
Email: uab@uabonline.org

The 8th International Industrial Forum –Engineers of the Future 2019
Scope: Engineering
Location: Russia
Venue: Orenburg, on the bank of the Ural River
Date: 02 -13 July 2019
Phone: 0074996772434269
Email: agoncharov@soyumash.ru

Arab British Economic Summit 2019
Scope: Global
Location: London
Venue: QE II Centre
Date: 03 July 2019
Phone: + 44 207 659 4876
Email: Josh.Pankhurst@abcc.org.uk/ event@arabbritisheconomicsummit.com

Oil and Gas EastMed Forum (OGE)
Scope: Oil and Gas
Location: Beirut - Lebanon
Venue: Movenpick Hotel
Date: 04 July 2019
Phone: 009611780200
Email: shadi.matar@iktissad.com

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

EXHIBITIONS

Barcelona Building Construmat 2019
Industry: Construction Materials
Location: Barcelona
Date: 14 – 17 May 2019
Phone: 0034932332000
Email: president.zahr@lsbc-lb.org
Website: www.construmat.com

3rd China International Tea Expo
Industry: Tea
Location: China
Venue: Hangzhou International Expo Centre
Date: 14 – 19 May 2019
Website: https://10times.com/tea-industry-expo-hangzhou

13th Azerbaijan International Agriculture Exhibition
Industry: Agriculture
Location: Azerbaijan
Venue: Baku Expo Center
Date: 15 – 17 May 2019
Website: www.caspianagro.az

10th Izmir Organic Products Fair
Industry: Organic Products
Location: Izmir - Turkey
Venue: Fuarizmir
Date: 15 – 18 May 2019
Phone: 00905314063839
Email: info@alkaramtrade.com
fairs@alkaramtrade.com

Digital Business World Congress 2019
Industry: Digital Business
Location: Madrid - Spain
Date: 21 – 23 May 2019
Phone: 0034 917942830
Email: info@des-madrid.com
Website: https://www.des-madrid.com

MinTech
Industry: Mining, Metallurgical, Coal and Power
Location: Kazakhstan
Venue: Ust-Kamenogorsk City/ Pavlodar City
Date: 22 – 24 May 2019
28 – 30 May 2019
Phone: 007727317628/ 3137629
Email: kazexpo@kazexpo.kz
Website: www.kazexpo.kz

China Homelife Turkey 2019
Industry: Global
Location: Istanbul - Turkey
Venue: CNR
Date: 23 – 25 May 2019
Phone: 00905314063839
Email: info@alkaramtrade.com / fairs@alkaramtrade.com

Posidonia 2019
Industry: Shipping
Location: Greece
Date: 28 – 29 May 2019
Phone: 0030 210 4283608
Fax: 0030 210 4283610
Email: seatourism@posidonia-events.com
Website: www.posidoniaseatourism.com

Free from Functional Food
Industry: Food and Drinks, Dietary Supplements and Sports Nutrition
Location: Barcelona - Spain
Date: 28 – 29 May 2019
Email: president.zahr@lsbc-lb.org

KazInterPower
Industry: Power Engineering and Electrical Machinery
Location: Kazakhstan
Venue: Pavlodar City
Date: 28 – 30 May 2019
Phone: 007727317628/ 3137629
Email: kazexpo@kazexpo.kz
Website: www.kazexpo.kz

International Defense and Security Exhibition 2019
Industry: Defense and security
Location: Madrid - Spain
Date: 29 - 31 May 2019
Phone: +34 912317004
Email: info@feindef.com
Website: https://www.feindef.com/eng/

Sima 2019
Industry: Real Estate
Location: Madrid - Spain
Date: 30 May – 02 June 2019
Phone: 0034 915774797
Website: https://simaexpo.com/

Organic Food/ Fruit Attraction
Industry: Organic Food/ Fruits and Vegetables
Location: Madrid - Spain
Date: 06 – 07 June 2019
Email: president.zahr@lsbc-lb.org

AREXPO 2019
Industry: Real estate
Location: Greece
Venue: Helexpo Maroussi
Date: 07 – 09 June 2019
Website: http://www.arexpo.gr/?lang+EN

Digicom 2019
Industry: Digital Print and Visual Communication
Location: Madrid - Spain
Date: 11 – 13 June 2019
Phone: 0034 917223000
Email: digicom@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/digicom-expo_06/

Building and Reconstruction of Iraq
Industry: Construction
Location: Baghdad - Iraq
Date: 11 – 14 June 2019
Phone: 009647705282446 / 009647731379649
Email: Iraq@pyramidsfaireg.com

BIZBARCELONA Solutions for SMEs and Entrepreneurship
Industry: Services
Location: Barcelona - Spain
Date: 12 – 13 June 2019
Phone: 0034 93 2332000
Email: bizbarcelona.visitantes@firabarcelona.com
Website: http://www.bizbarcelona.com/en/home

20th Mazovian Agriculture Days
Industry: Agriculture and Breeding Animal
Location: Warsaw - Poland
Date: 15 – 16 June 2019
Website: http://china2ceec.org/en/events/1190

Tunisie-Afrique Export
Industry: Information Technology
Location: Tunisia
Date: 18 – 20 June 2019
Website: www.sitiafrica.com

Printech Moscow
Industry: Printing
Location: Russia
Date: 18 – 21 June 2019
Phone: 007 (4)95 9357350
Fax: 007 (4)95 9357351
Email: pr@ite-expo.ru
Website: www.printech-expo.ru / www.ite-expo.ru

RosUpack
Industry: Packaging
Location: Russia
Date: 18 – 21 June 2019
Phone: 007 (499) 750-08-28
Email: Rosupack@ite-expo.ru
Website: www.ite-expo.ru

52nd Algiers International fair
Industry: Global
Location: Algeria
Date: 18 – 23 June 2019
Email: fia2019@safex.dz
Website: www.fia.safex.com / www.safex.dz

3rd Addis Chamber International Manufacturing and Technology Trade Fair
Industry: Food processing, Textiles, Leather, Construction and Steel
Location: Addis Ababa - Ethiopia
Date: 20 – 24 June 2019
Phone: 00251115504647/48
Fax: 00251115504649
Email: tradefair@addischamber.com
Website: www.tradefair.addischamber.com

Jordan Build 2019
Industry: Construction
Location: Amman - Jordan
Date: 24 – 27 June 2019
Phone: 0799614188
Email: jobuild@jcca.org.jo

SIL 2019 International Logistics and Material Handling Exhibition
Industry: Logistics
Location: Barcelona - Spain
Venue: Fira de Barcelona, Montjuic Exhibition Hall
Date: 26 – 28 June 2019
Phone: 0034 93 2638150
Email: sil@el-consorci.com
Website: http://www.silbcn.com/es/index.html

The 19th China International (Guangzhou) International Food Exhibition and Import Food Exhibition
Industry: Food
Location: Guangzhou - China
Date: 26 – 28 June 2019
Email: info@ifechina.com

International Flowers Exhibition
Industry: Flowers
Location: Damascus - Syria
Date: 26 June – 10 July 2019
Phone: 00963112314986 / 00963933506447
Fax: 00963112133045
Email: Tourprdamas@gmail.com

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteur: Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

ECONEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb
SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb
JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb
BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

Private Sector Lobbying

Training adapted to your needs

Networking and Business Opportunities

Arbitration and Mediation for Business Conflicts

Export Support and Economic Info

ATA and TIR carnets to facilitate your trade

Become a member and benefit from our services

www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان